

MORCEAUX  
– CHOISIS –  
2017

Pervenche Berès



*Les morceaux choisis qui suivent reprennent,  
sur l'année 2017, des extraits ou pas d'expressions  
et interventions avec, ici ou là, de légères adaptations.*

# ALLEMAGNE

## L'Europe attend l'Allemagne

L'ironie des événements ne laisse pas de surprendre. Reine d'Europe, il y a quelque mois encore, souvent contestée pour son leadership affirmé, la chancelière Angela Merkel, sortie affaiblie des élections législatives, n'a pas réussi à former une coalition dite « Jamaïque » alliant son parti, la CDU, aux Libéraux et aux Verts après le refus du SPD de poursuivre la grande coalition. Depuis cet échec, Martin Schulz a pris ses responsabilités et ouvert la porte à des négociations - douloureuses pour une grande partie du SPD -, mais critiques du point de vue européen.

Voilà une première dans l'histoire européenne : cette coalition pourrait se former - ou non - sur la base de critères européens ; en attendant l'Union a pu avancer sur la négociation du Brexit, beaucoup moins sur son propre avenir quelle que soit l'ambition du Président de la République française, Emmanuel Macron.

Martin Schulz a plaidé le 7 décembre dernier pour un programme européen ambitieux, une Europe forte et sociale : « Nous devons avoir le courage de faire avancer l'Europe. Notre continent ne peut se permettre quatre nouvelles années de politique européenne allemande à la Schäuble ».

Paradoxe pour des socialistes français qui mesurent le risque du « ni gauche, ni droite » de la grande coalition et qui doivent regarder la réalité en face : en Allemagne, pour l'Europe, une grande coalition sur la base des propositions européennes du SPD serait une bonne nouvelle. Souhaitons-lui bonne chance.

Edito, décembre 2017



@PervencheBeres - 7 déc. 2017

**Saluons le courage politique du @spdde qui en prenant le risque de participer à une coalition avec la @CDU peut obtenir des avancées majeures pour que la maison trop de paille qu'est la zone Euro se transforme en maison de briques.**

# ANNIVERSAIRES

## 60 ANS DU TRAITÉ DE ROME

### Deux acquis, deux défis

Quel honneur, quel bonheur, d'être ici dans cette salle du Conseil de Paris pour célébrer le soixantième anniversaire du traité de Rome. Parce qu'être à Paris, pour une telle cérémonie, ce n'est pas rien. Paris, c'est l'un des cœurs battants, c'est presque une raison d'être, avec Rome, avec Berlin pour cette belle Europe, dont les acquis sont si nombreux que je ne sais pas lesquels choisir.

Dans les livres d'histoire, on apprend que l'un des acquis est la paix. Or, nous sommes dans un moment où certains pensent que l'on pourrait à la fois, préserver cet acquis de la paix et remettre en cause les frontières de l'Union européenne et du continent européen. Oubliant par là le pacte de François Mitterrand et d'Helmut Kohl au lendemain de la chute du Mur de Berlin, lorsque ce pacte était comme un rocher sur l'intangibilité des frontières. Voilà le moment dans lequel nous célébrons ce soixantième anniversaire.

De façon arbitraire, je vais choisir deux acquis. Le premier, c'est une chose que la France a apprise de l'Europe, parce que parfois notre beau et grand pays apprend des choses de l'Europe. C'est l'égalité entre les hommes et les femmes. Bien sûr, il y a eu des combattantes héroïques de la cause dans notre pays, et rien ne serait advenu sans elles. Mais elles ont gagné aussi, parce qu'à l'échelle européenne, d'autres avec elles, ont réalisé la grande jonction qui fait qu'une cause finit par l'emporter parce que c'est une cause juste. Dans notre pays aujourd'hui, il y a ces progrès formidables que nous avons faits pour la liberté des femmes, pour leurs libertés de choisir qui sont parfois menacées quand certains veulent remettre en cause, par exemple, la liberté d'interrompre une grossesse.

Le deuxième acquis, comment ne pas évoquer celui que vous attendez dans ma bouche : l'euro. L'euro, ce n'est pas un rêve, pas plus que le marché intérieur, c'est juste l'arc-boutant qui fait que tout tiendra, ou que tout s'effondrera.

Le jour où la France quitterait l'euro, il n'y aura plus d'Union européenne. Et sans Union européenne, permettez-moi de le re-citer, François Mitterrand qui nous dirait que nous retournerions au nationalisme et que le nationalisme, c'est la guerre.

Je sais que les Français sont attachés à l'euro. Indépendamment de tout ce qu'on leur dit, de toutes les horreurs qu'ils entendent, ils savent fondamentalement à quel point l'euro constitue une protection.

L'autre jour, dans une voiture qui m'amenait au Parlement européen, l'un des passagers disait : « Oui, il faut quitter l'Union européenne, il faut quitter l'euro... Mais quitter l'euro ce sera plus difficile. Est-ce qu'on ne pourrait pas faire l'un sans l'autre ? ». Ceux qui disent cela racontent des sornettes aux Français... L'euro est l'acquis sur lequel nous pouvons regarder et construire le futur.

Parler des acquis c'est presque regarder le passé, or un acquis, c'est aussi un défi. Gardez bien en tête que ces deux acquis sont aussi des défis pour demain, comme l'est dans notre belle République la question de la laïcité. Les défis, je vous en propose deux autres.

Le premier, c'est la question de la lutte contre l'évasion fiscale. Parce que l'évasion fiscale prive la puissance publique, qu'elle soit européenne ou nationale, des moyens de la redistribution, de la lutte contre les inégalités. Et ici, dans la capitale de la France, dans un des pays fondateurs de l'Union européenne, nous sommes devant un vrai défi, car nous touchons à l'obligation de dépasser les souverainetés dans des fonctions régaliennes. Pourtant, si l'on veut lutter contre Apple, Google, Amazon et que chaque Etat pense s'en sortir tout seul, ce sont ceux qui créent de la valeur sans rémunérer les auteurs de la valeur qui gagneront, et ce sera une paupérisation de tous. Voilà un beau défi à relever ensemble !

Le second défi, c'est celui d'un projet pour l'Europe pour demain à 27, après le Brexit.

J'étais contre le départ du Royaume-Uni. Je suis contre le départ du Royaume-Uni. Mais la démocratie a parlé, et ne pas respecter le résultat des urnes, c'est couper l'herbe sous les pieds des démocrates. Nous devons donc respecter ce scrutin, et en tirer le meilleur. Le meilleur pour le peuple

britannique : il lui appartiendra de le définir. Mais pour l'Europe des 27, c'est de se saisir de ce point de rendez-vous, qui coïncide avec notre soixantième anniversaire, pour définir l'Europe que nous voulons, notre modèle.

Et nous avons entre les mains un joyau incroyable, qui s'est passé ici à Paris. Dans ce pays dont on dit qu'il est parfois traversé par l'eurosepticisme. C'est dans ce pays, cette capitale, que s'est tenue cette COP21 qui nous permet d'inventer le monde de demain. Faisons donc de l'Europe à 27 le phare éclairé d'un nouveau monde, celui où l'on protégerait la planète au nom des hommes et des femmes qui l'habitent.

Discours prononcé lors de la célébration des 60 ans du traité de Rome  
à l'Hôtel de Ville de Paris, 24 mars 2017

### **Il faut que des voix résistent pour faire valoir ce que nous sommes**

**Touteurope.eu : Après 5 mandats de députée au Parlement européen, quel constat portez-vous sur 60 ans de construction européenne ?**

*Pervenche Berès : C'est la question d'une vie !*

Je crois que la construction européenne a été un formidable espoir porté par les pères fondateurs après la Seconde Guerre mondiale. S'ils avaient imaginé ce que le monde allait devenir, je ne crois pas qu'ils auraient fait autrement. Quand on voit le poids relatif de l'Europe à l'échelle mondiale, on se dit que l'idée d'unir ce que sont aujourd'hui les Etats membres de l'Union européenne était la bonne. On ne l'a pas fait pour ça, on l'a fait pour empêcher que ne revienne la guerre entre la France et l'Allemagne. Mais aujourd'hui, on voit bien que la question qui compte c'est celle des Etats-continentaux.

Ce qu'ont fait les pères fondateurs pour construire pas à pas un Etat-continent « Europe », était la meilleure des idées, si elle avait été menée à son terme, si cela avait bien marché. Je dis avec regret « si cela avait bien marché », parce que je pense que cette idée est toujours d'une grande modernité et que malheureusement, au moment où l'on est rattrapés par une autre histoire, celle de l'émergence d'autres Etats-continentaux, nous devrions avoir cette force d'origine, celle des pères fondateurs, dont j'ai parfois l'impression qu'elle s'est perdue.

### **On manque de pères fondateurs ou de continueurs aujourd'hui ?**

A moins que ce ne soit de mères fondatrices ! Dans tous les cas, il nous manque cette alchimie très particulière qui fait que des responsables politiques nationaux sont prêts à s'engager dans une forme de dépassement national, en complicité avec des acteurs européens qui soient capables de jouer les passeurs. On parle toujours de la magie de la Commission Delors, mais c'est oublier qu'elle a bénéficié de l'engagement et du soutien de Mitterrand et Kohl.

Il ne faut pas être naïf : les grands hommes politiques, quand ils s'engagent dans ce type de dépassement du cadre national, c'est que cela coïncide avec leurs intérêts. Mais c'est justement la bonne combinaison pour faire avancer l'Europe. Il faut une certaine surface politique, une certaine vision, une certaine habileté. Aujourd'hui, je trouve que face aux nouveaux défis, qui sont à la fois technologiques, démographiques, politiques et géostratégiques, l'Europe souffre trop de la maladie de ses Etats membres et réciproquement... Face aux nouveaux défis, les Etats membres ont du mal à projeter leur récit national et l'Europe souffre d'une stratégie des petits pas qui s'est enfermée sur la question du marché intérieur sans en mesurer les limites et alors que ses progrès l'obligeaient à poser la question politique.

### **A un moment, l'esprit s'est perdu en chemin ?**

Oui probablement. Je vais prendre trois exemples.

D'abord la Politique agricole commune (PAC). A partir de 1974, on sait très bien que les objectifs de la PAC, tels qu'ils ont été définis au départ, sont atteints, et qu'il convient donc d'y réfléchir à nouveau. Mais vu de chacune des capitales, on a l'impression que le travail est terminé. Par conséquent, avant que l'on ne se mette vraiment à repenser une PAC, il a fallu des crises. A l'heure actuelle, nous sommes en train de nous engager dans un nouveau cycle, notamment sous l'impulsion de la France, au sein duquel on intègre beaucoup plus les questions de la biodiversité ou encore du respect de la nature. Mais ce processus prend tellement de temps qu'il peut être douloureux. Cela explique en partie que le monde agricole ne se sent plus suffisamment soutenu par Bruxelles.

Deuxièmement, j'ai très souvent souffert d'une espèce de divorce entre l'idée selon laquelle l'Europe ne peut avancer sans la France qui est un pays

fondateur, et le fait que la France continue de considérer l'Europe comme un objet extérieur. Dans la vie politique nationale, cette distanciation vis-à-vis de ce qui se passe « à Bruxelles » n'aide pas à s'approprier le projet et à le faire évoluer. J'ai par exemple vu au cours de ce quinquennat le président de la République être à la fois extrêmement lucide sur l'état de l'Europe, et en même temps entravé par son analyse sur l'état de la France, ses propres paralysies et la difficulté anticipée de rouvrir le débat européen.

Enfin, troisième exemple, qui occupe l'actualité [interview réalisée quelques heures avant le vote du Parlement sur l'accord UE-Canada, dit CETA le 15 février, ndlr] : celui du commerce international. Lorsque Karel de Gucht [ancien commissaire européen au Commerce] lance, avec la complicité de M. Barroso, les travaux du TTIP, il veut y aller à la hussarde avec un agenda très libéral. Il n'écoute aucun des signaux qui lui disent que l'on est en train de passer d'accords de protection à des accords de précaution, et que ces accords changent de nature ; que l'on ne peut plus les négocier comme avant. Au contraire, ils avancent à marche forcée feignant de considérer que rien n'a changé et que l'on peut imposer au forceps la coopération réglementaire à des ensembles démocratiques. Quel gâchis !

### **En 2017, il y a le 60e anniversaire du traité de Rome, des élections en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et peut-être en Italie. C'est le dernier guichet pour relancer l'Europe ?**

Le président autrichien s'est exprimé devant le Parlement européen [le 14 février] et nous a donné une formidable leçon de résistance et de combativité. J'espère qu'elle pourra être entendue dans les capitales où se croisent les mêmes adversaires de la démocratie que ceux qu'il a eu à affronter [au second tour de l'élection présidentielle autrichienne, il a battu l'extrême droite de justesse]. Il a utilisé une image qui lui correspond bien en tant qu'élu écologiste : « couper un arbre, ça va toujours plus vite que de le voir pousser et de se préoccuper de son développement ». L'histoire de l'Union européenne est un peu à ce point de rendez-vous.

Le 60<sup>e</sup> anniversaire du traité de Rome est un événement important et il faut que tous ceux qui peuvent contribuer à en faire un succès le fassent. De ce point de vue-là, il est important que le Parlement européen apporte sa propre contribution, comme il le fait avec les trois rapports adoptés lors de la session de février, dont le mien, sur le budget de la zone euro. Toutes les portes ne sont pas fermées. Si Martin Schulz gagne en Allemagne, si un pro-Européen gagne en France...

### **Jean-Claude Juncker a récemment fait part de sa lassitude et de son intention d'arrêter le combat européen à la fin de son mandat de président de la Commission en 2019. Cet état d'esprit peut-il se propager ?**

Le fait que Jean-Claude Juncker indique qu'il ne se représente pas, au moment où s'engage la deuxième moitié de son mandat, lui donne d'une certaine manière une plus grande liberté. Il pourra avoir les coudées plus franches pour avancer sur certaines propositions.

Pour ma part, j'appelle à l'esprit de résistance. Personne ne peut penser que les batailles qui sont devant nous seront faciles. Parce que nous sommes plus nombreux, parce que le monde est plus complexe, parce que notre mode de gouvernance a énormément changé. La logique avec laquelle la construction européenne a été mise en route, qui est celle du haut vers le bas, n'est plus d'actualité. Mais il faut que des voix résistent pour changer ce qui doit l'être et faire valoir ce que nous sommes.

Ce Vieux Continent a quand même été le lieu où on a pu porter, avec succès, la COP21. Certes la diplomatie française a été à l'œuvre, mais elle n'a pas réussi seule. Elle a réussi, car elle s'est appuyée sur un camp de base, l'Europe, qui a toujours été en avance sur ces sujets ; c'est cela qui s'est cristallisé. A l'heure où l'on dit le multilatéralisme moribond, cela donne des raisons d'espérer.

### **Pour l'élection présidentielle, votre parti est conduit par Benoît Hamon, qui propose, dans son programme, une alliance des gauches européennes. Croyez-vous en cette stratégie ? Peut-elle servir une relance de l'Europe ?**

Qu'il faille d'abord réunir son camp avant d'aller parler aux autres, je pense que c'est une évidence. La question est : à quel moment passe-t-on au débat avec les autres ? A la fin, il faut entrer dans une discussion qui permette de trouver l'équilibre, car en Europe on n'a jamais raison tout seul.

De mon côté, j'ai été très frappée, au cours de la crise financière, par le fait que beaucoup d'Etats membres ont été individuellement la cible des marchés, chaque pays se battant seul avec son créancier principal. Je me

suis alors demandée pourquoi ces pays n'organisaient pas entre eux une sorte de « mouvement des non-alignés » pour peser dans la négociation. De fait, une telle alliance aurait pour l'essentiel regroupé des Etats du sud et de gauche. Elle a fini par se mettre peu ou prou en place, mais après que le mal ait été fait. L'essentiel est qu'une telle alliance permette d'améliorer le fonctionnement de la zone euro, pas d'y renoncer. C'est la tâche d'une gauche de gouvernement. L'euro est le maillon qui tient l'Union européenne ensemble.

### **Projetons-nous en 2027, au 70<sup>e</sup> anniversaire du traité de Rome. Si ça ne tenait qu'à vous, à quoi ressemblerait l'Europe ?**

Je ne répondrai pas pour les Britanniques, car Mme Theresa May, poussée par les « durs » de son parti, a tiré toutes les conséquences du Brexit en réactivant, au XXI<sup>e</sup> siècle, le « splendide isolement ». Mais les Européens ne doivent ni être naïfs face au départ des Britanniques, ni céder à la tentation qui serait de ne pas aborder à 27 les sujets de division. Parmi eux, il y a l'inachèvement de l'Union économique et monétaire. Les pays actuellement non membres de la zone euro, qui sont légitimement attachés à l'Union européenne comme espace de protection à l'échelle mondiale, de libertés, de droits et d'échanges, doivent comprendre que la solidité de l'euro est essentielle. Ils doivent donc accepter que nous consolidions l'édifice et s'engager à rejoindre l'euro le plus rapidement possible.

D'ici la fin de cette année 2017, année d'élections dans beaucoup d'Etats membres, nous devons définir un bouquet de 4-5 priorités qui permettent d'avoir les 27 Etats membres à bord et qui dessine un chemin commun pour l'avenir.

*Interview, Toute l'Europe, 3 mars 2017*

### **Ceux qui veulent conjuguer l'avenir et le progrès doivent se saisir de la question européenne**

Le Parlement européen a adopté, jeudi 16 février, trois rapports, qui plaident pour une réforme en profondeur de l'Union européenne alors que s'engage la négociation du Brexit. Cet ambitieux triptyque constitue la contribution du Parlement européen au LX<sup>e</sup> anniversaire du traité de Rome. Il montre la route à suivre pour engager des politiques qui permettront de regagner

la confiance des citoyens, de consolider l'union économique et monétaire et d'aller vers une véritable union politique empreinte de solidarité. Certains ne veulent progresser que sur les sujets qui ne diviseraient pas l'Union à 27 et préféreraient donc ne pas parler de l'euro. Ce serait une grave erreur : sans un euro soutenable, l'Union européenne se délitera.

Alors que 2017 sera une année d'importants rendez-vous électoraux dans beaucoup d'Etats membres, l'anniversaire du traité de Rome, le 25 mars prochain, doit être l'occasion de réaffirmer le besoin de plus d'Europe, de mieux d'Europe, tant en termes de politiques concrètes et ambitieuses que de démocratie institutionnelle.

Contre les eurosceptiques, les europhobes, les nostalgiques du retour à une souveraineté nationale qui ne résoudra aucun des défis auxquels nous sommes confrontés, et ne feront que plonger les peuples dans des lendemains sans futur, les Chefs d'Etat et de gouvernement doivent dessiner une feuille de route ambitieuse, substantielle, réaliste, centrée sur les besoins et les préoccupations des Européens.

Ils doivent aussi lancer un appel aux citoyens. Sous l'aiguillon des crises, l'Europe est devenue l'affaire de ceux qui veulent la détruire en agitant des peurs ; elle doit redevenir l'affaire de ceux qui veulent la renforcer pour dessiner l'avenir.

*Edito, février 2017*

### **30 ANS D'ERASMUS**



@PervencheBeres - 8 janv. 2017

L'Europe, c'est la culture et la découverte de l'autre : 2 générations d'#Erasmus, 5 millions de jeunes, 30 ans, bon anniversaire !!



@PervencheBeres - 8 janv. 2017

«Etre à la hauteur des ambitions pour #Erasmus !  
D'accord avec @EmmanuelMacron et @JunckerEU qui veulent le démultiplier mais je ne vois pas le projet budgétaire en face... Attention à la tentation des prêts car c'est inégalitaire et ça ne marche pas.» #conferasmus



## 25 ANS DU TRAITÉ DE MAASTRICHT

### L'euro est le socle sur lequel construire l'Europe de demain

Vingt-cinq ans après la signature du traité de Maastricht, l'architecture de la zone euro reste incomplète. La crise financière née aux Etats-Unis a transformé cette fragilité en une menace. Malgré les avertissements formulés dès sa conception, l'Union monétaire n'a jamais été équilibrée par une véritable Union économique. L'euro, équipé pour les temps calmes, a protégé les économies des fluctuations des taux de change, mais les a privées d'un instrument d'ajustement aux chocs. L'existence d'une monnaie commune sans véritable instrument contracyclique est une tare d'origine qui a aggravé les conséquences de la crise.

Dès 1970, le rapport Werner prévoyait pourtant qu'une Union monétaire viable nécessiterait que les budgets publics nationaux soient concertés, coordonnés. Au lancement de l'euro, la politique monétaire a été confiée à la Banque centrale européenne pendant que la politique budgétaire demeurait de la compétence de chaque Etat. Le traité stipulait cependant que « les Etats membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun ». L'expérience a montré toute la difficulté de mettre en œuvre une telle disposition.

Aujourd'hui, il y a urgence. Si nous voulons que l'euro tienne ses promesses en matière de stabilité, de convergence, d'investissement et d'emploi, il faut dépasser le stade de la coordination et doter la zone euro d'outils d'intervention spécifique. C'est l'intérêt de ses membres, de l'Union dans son ensemble, à un moment où la confiance entre les Etats, mais aussi celle des citoyens, vacille.

Le Brexit ne peut pas servir de prétexte pour attendre. Certains pensent que l'euro serait trop un sujet de division parmi les Vingt-Sept et qu'il vaudrait mieux progresser sur d'autres terrains comme la défense. Ce serait une erreur, il faudra certes avancer sur plusieurs fronts, mais la question de la monnaie unique ne pourra être repoussée car si l'euro venait à disparaître, c'est le marché intérieur et l'Union européenne elle-même qui se disloqueraient. Or, les quinze premières années de son existence ont montré les limites de la seule coordination et du pacte de stabilité. La négociation à laquelle le Brexit contraint les 27 autres Etats membres

doit au contraire offrir l'occasion de la clarification et de la refondation nécessaires sous le signe de la responsabilité et de la solidarité.

L'examen des positions budgétaires agrégées des Etats membres de la zone euro en début de cycle annuel doit permettre de définir la répartition de l'effort d'investissement et là où existent des marges de manœuvre. Cette approche doit cependant aussi s'accompagner de la création d'un outil d'intervention commun, avec un budget de la zone euro dont la fonction serait triple. D'abord permettre la convergence économique, sociale et fiscale. Les disparités se sont en effet davantage accrues avant et depuis le déclenchement de la crise au sein de la zone euro qu'en dehors du fait notamment du pacte de stabilité qui mine les stabilisateurs automatiques et décourage l'investissement. La zone euro doit ensuite disposer d'un outil pour soutenir un Etat membre qui connaîtrait une difficulté particulière. C'est pour cela qu'a été créé, sur une base intergouvernementale, le mécanisme européen de stabilité qui représente 5 % du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro. Cet outil devrait être intégré à la gestion budgétaire de la zone et servir de socle à la mise en place de stabilisateurs automatiques tels qu'une indemnité chômage minimum. Enfin, la zone euro devrait se doter d'un outil contracyclique de soutien à l'investissement.

Ce sont les propositions présentées dans le rapport que j'ai corédigé avec mon collègue chrétien-démocrate allemand, Reimer Böge, et que le Parlement européen a adopté le 16 février dernier. Pour que demain l'euro soit encore la monnaie des Européens, les dirigeants européens doivent s'en emparer. La période électorale qui s'ouvre dans plusieurs Etats membres, et en particulier en France, offre une opportunité pour porter cette feuille de route.

*Tribune, Alternatives économiques, 13 mars 2017*



# BREXIT



CercleDesEconomistes @Cercle\_eco - 3 févr. 2017  
@PervencheBeres : le #Brexit c'est la sanction d'un #capitalisme débridé  
#assises2017 #europe



@PervencheBeres - 29 mars 2017  
On a tous un souvenir de rupture, et une chanson qui va avec pour passer  
le cap #Brexit #Brexitenmusique #Yesterday

## A l'Union de parler

L'article 50 ayant été déclenché le 29 mars dernier par le Royaume-Uni, il appartient à l'Union européenne, aux 27 de dire ce qu'ils veulent. La réponse doit être concertée et collective.

C'est ainsi qu'un premier point a été marqué. Madame May réclame que les négociations de sortie se déroulent en parallèle de pourparlers sur le futur cadre des relations entre le Royaume-Uni et l'UE, laissant au passage entendre que ce serait le prix à payer pour le maintien de la coopération britannique en matière de sécurité, avec chantage non voilé à un possible *dumping* fiscal...

La ferme fin de non-recevoir du Conseil, de la Commission et du Parlement européen est à saluer. Mais la tâche est loin d'être terminée alors que la première ministre propose à l'Union européenne d'établir la relation future sur la base d'un accord de libre-échange plus ambitieux que l'Union n'ait jamais négocié, compte-tenu de ce que le Royaume-Uni aura intégré dans son droit interne la législation actuellement en vigueur au sein de l'Union. L'accord porterait en particulier sur les services financiers et les industries de réseaux, bénéficierait d'une coopération réglementaire et d'un mécanisme adapté de règlement des différends. Madame May voudrait donc faire ses courses au sein du marché intérieur de l'Union européenne. La détermination des 27 pour empêcher ce détournement sera

essentielle. La résolution votée par le Parlement européen par 516 votes pour, 133 contre et 50 abstentions, première institution à se prononcer, est une bonne étape.

La réussite des négociations, dans l'intérêt des citoyens européens et britanniques, de l'Union elle-même, dépendra du maintien de cette cohésion et de cette fermeté dont les institutions et leurs dirigeants ont su faire preuve pour l'instant. Elle suppose aussi que l'Union et ses Etats membres se servent de ce rendez-vous pour clarifier ce qu'ils veulent pour leur propre avenir.

Edito, avril 2017

## L'embarras du partant ?

Plus d'un an après le référendum et six mois après le début de la procédure de retrait, la stratégie qu'entend poursuivre Londres flotte.

Le gouvernement de Theresa May paraît contraint d'envisager des contreparties qui touchent à ce qui a motivé le Brexit. Le respect acceptable par l'Union du droit des citoyens suppose une compétence de la Cour de Justice de l'UE ; une solution viable pour l'Irlande surdétermine la nécessité d'une union douanière comme cadre futur de la relation ; l'interprétation restrictive par Londres de ce que sont ses engagements financiers vis-à-vis de l'Union, uniquement liés au présent cadre financier pluriannuel, paraît bien fragile.

Le Parlement européen fera sa propre évaluation des progrès accomplis, par une résolution en plénière en octobre prochain. Pas question sans progrès significatif sur les trois questions-clés du retrait d'entamer les discussions sur la nature des futures relations. Pendant ce temps, les Britanniques ne peuvent pas négocier d'accords bilatéraux commerciaux avec d'autres pays ou avec un membre de l'Union européenne...

En face, la position de l'Union paraît bien établie : pas de négociation de la future relation avant la conclusion de celle sur les conditions de la sortie, pas d'accès au marché intérieur sans respect des quatre règles y compris celle sur la libre circulation des personnes ou sans compétence de la Cour de Justice. Contrairement à l'inquiétude qui prévalait il y a un

an, le Brexit n'a pas eu d'effet de contagion pour d'autres Etats de l'Union, les sondages d'opinion indiquent que les citoyens recommencent à porter l'idée européenne et le Brexit n'empêche pas l'Union de se concentrer sur son propre futur. Les débats autour du « discours sur l'état de l'Union » du président de la Commission en apportent la preuve.

Il reste que l'Union en pensant son futur ferait une erreur en ne tenant pas compte des enseignements de ce qui s'est exprimé dans le succès du Brexit lors du référendum, la voix des laissés-pour-compte d'une mondialisation et d'un marché intérieur sans justice sociale.

Edito, septembre 2017

### Pas de transition sans condition du divorce

Nous étions contre le Brexit, mais le peuple britannique a voté pour. Alors, Monsieur le Président de la Commission, jusqu'au 29 mars 2019, les Britanniques restent membres de l'Union européenne, et il est de votre devoir, en votre qualité de président de la Commission, de veiller à ce que la législation soit entièrement appliquée.

Tout d'abord concernant les droits des citoyens, qui, avant même la sortie du Royaume-Uni, sont trop souvent victimes de discriminations ; concernant également la lutte contre la fraude à la TVA car, manifestement, le Royaume-Uni est devenu la plaque tournante d'une fraude générée par des importations en provenance de Chine ; concernant enfin la situation à Gibraltar, qui semble être devenu une passoire pour les licences bancaires et les assurances.

Et puis, un nouvel élément est apparu récemment : la « phase de transition ». Il ne faudrait pas que l'on ramène tout à cette phase de transition avant même qu'elle soit effective. La transition, nous y serons quand nous serons parvenu à un accord : 1. sur les conditions du divorce, et 2. sur les conditions de la relation future.

C'est le bon séquençage. Nous devons nous y tenir.

Intervention en séance plénière, 3 octobre 2017

### Brexit : en route pour sortir le divorce du tunnel

(...) Qu'il s'agisse des droits des citoyens européens vivant au Royaume-Uni et de ceux des citoyens britanniques installés dans l'Union européenne, de la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord et des conditions financières du divorce, toutes les lignes rouges que nous avons défendues au Parlement européen ont été respectées. Reste à traduire cela en terme juridique, or nous savons que le diable est parfois dans les détails alors que comme le dit le rapport conjoint des négociateurs, il n'y d'accord sur rien tant qu'il n'y a pas d'accord sur tout (...).

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 8 décembre 2017



@PervencheBeres - 12 déc. 2017

Pour tout comprendre du traitement de l'Irlande dans le rapport conjoint de vendredi dernier #Brexit

### THE BREXIT TRAVEL PARADOX

The **must not be** a hard border between "A" and "B"  
The **must not be** a hard border between "B" and "C"  
The **must not be** a hard border between "C" and "D"



But between "A" and "D" there **must be** a hard border

# COMMERCE INTERNATIONAL

## DÉFENSE COMMERCIALE

### Un premier pas vers une Europe moins naïve et plus protectrice

(...) Des centaines de milliers d'emplois industriels en Europe sont menacés par le *dumping* chinois – 3,5 millions d'entre eux auraient même pu disparaître si la Commission avait persisté dans sa volonté d'accorder le statut d'économie de marché à la Chine. Pour contrecarrer ce projet, l'adoption d'un règlement permettant de lutter contre le *dumping* commercial extérieur, très largement renforcé par le Parlement, est l'aboutissement de notre mobilisation.

Cela conduit à ne pas renverser la charge de la preuve : il doit incomber aux exportateurs chinois de prouver qu'ils sont vertueux s'ils veulent être traités comme tels.

En plus de cela, le Parlement s'est unanimement prononcé, sur proposition de la gauche, en faveur de l'inclusion d'éléments novateurs en matière de politique anti-*dumping*, comme l'inclusion de critères sociaux et environnementaux dans la liste de « distorsions significatives » ou la possibilité pour les organisations syndicales de participer aux plaintes anti-*dumping*.

C'est un premier pas : le combat doit désormais porter sur la modernisation des instruments de défense commerciale, afin de renforcer le caractère punitif des pénalités anti-*dumping* appliquées par l'Europe. Il s'agira de surmonter l'inertie du Conseil, rangé derrière les positions des États les plus libéraux.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 15 novembre 2017

## CETA (COMPREHENSIVE ECONOMIC AND TRADE AGREEMENT)

### Le commerce oui, mais pas à n'importe quel prix

Les eurodéputés socialistes et radicaux déplorent l'approbation donnée ce jour par le Parlement européen au très controversé accord commercial entre l'Union européenne et le Canada. Ils se sont prononcés contre à l'unanimité. Au-delà des nombreuses incertitudes juridiques qui entourent le contenu

de cet accord, le CETA constitue une menace directe pour l'emploi dans nos territoires, et n'intègre pas l'urgence climatique et environnementale, ni le principe de précaution (...).

Nous appelons à la définition d'une nouvelle doctrine du commerce international, applicable à tous les accords futurs, qui passe par cinq principes non négociables et nécessite la transparence des négociations :

- l'exclusion des services publics et le recours aux listes positives ;
- le respect de nos indications géographiques et des filières agricoles sensibles, le maintien de nos préférences en matière sociale, environnementale et sanitaire ;
- le refus de la coopération réglementaire qui limite le droit à l'autodétermination des démocraties ;
- l'instauration d'un mode public de règlement des conflits liés à l'investissement qui respecte le droit et les règles issus des institutions démocratiques ;
- l'inclusion de clauses climatiques et fiscales contraignantes dans les accords.

Le juste échange, ce n'est ni le protectionnisme nationaliste de M. Trump, ni l'ultralibéralisme façon Barroso : c'est la recherche d'une mondialisation régulée, profitable à tous, citoyens, travailleurs et consommateurs. C'est tout l'enjeu de ce XXI<sup>ème</sup> siècle !

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 15 février 2017

### A nouvel âge des relations internationales, nouvelle doctrine des accords commerciaux

Le commerce international fonctionne par cycle : nous sommes aujourd'hui à un changement de modèle. On ne peut pas renoncer à une certaine création de richesses via le commerce, et à sa distribution. Simplement, le contexte a profondément changé :

1. l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a pas traduit les espoirs initiaux même si cela ne condamne pas toutes les négociations multilatérales à l'échec : la COP a été un succès ; c'est une source d'espoir ;
2. l'enjeu de la définition des normes : l'émergence de nouveaux acteurs

- comme la Chine a déjà conduit depuis des années les pays développés à chercher au Fonds monétaire international (FMI), par exemple, à définir des normes acceptées par les émergents avec un résultat mitigé ;
3. le développement de nouveaux domaines d'échanges commerciaux : les biens matériels ou les données informatiques ne sont pas comparables : la question nouvelle de la protection des données personnelles est jusqu'ici sous-évaluée ;
  4. l'arrivée au pouvoir de Donald Trump va donner un coup de frein au commerce ;
  5. le Brexit : Theresa May a été cohérente avec son camp : elle demande à recouvrer sa capacité à négocier seule des accords de libre échange. Pascal Lamy estime qu'il s'agit du passage d'accords de protection à des accords de précaution. L'agenda offensif de l'Union, c'est celui des normes pour le secteur de l'automobile. La Commission européenne doit prendre conscience de ce nouvel âge et proposer une nouvelle doctrine (...).

Intervention, *Les Entretiens du Trésor – Politique commerciale*, 31 janvier 2017

### **Contre le CETA et pour des accords commerciaux progressistes**

Face aux excès de la mondialisation, à la montée des inégalités et à la destruction de la planète, certains ne voient que deux options : accentuer encore la libéralisation via des accords de commerce et d'investissement, censés doper la croissance sans changer de logiciel ou fermer les frontières avec la croyance que les problèmes globaux peuvent trouver une réponse satisfaisante au niveau national. Pour sortir de cette impasse, une voie alternative est à inventer. La conclusion d'accords commerciaux du futur doit viser la protection des plus faibles, l'accélération de la nécessaire transition écologique et le respect des droits humains et sociaux, et de la biodiversité.

Le CETA fait partie d'une génération d'accords de commerce du passé qui « sacrifie les droits humains aux intérêts commerciaux », comme l'indique la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) française, dans un avis publié mi-décembre. Nous, parlementaires nationaux et européens, partageons les préoccupations présentées par cette autorité administrative indépendante. En effet, l'accord conclu entre le Canada et l'Union Européenne n'est pas à la hauteur des grands défis

climatiques, démocratiques et sociaux de notre époque.

Pire, il menace d'affaiblir la capacité des États à légiférer dans ces domaines. Nous, parlementaires nationaux et européens, nous engageons à rejeter le CETA sous sa forme actuelle pour refonder les relations UE-Canada sur des bases plus saines. L'un de nos objectifs doit être de transformer le CETA en accord de commerce compatible avec la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le Climat en favorisant la transition énergétique mais aussi en encourageant le développement d'une agriculture durable et locale. Alors seulement il pourrait être présenté comme un nouveau modèle pour la politique commerciale de l'Europe(...).

Malgré la saisine attendue du gouvernement fédéral belge et le regrettable refus d'une majorité de parlementaires européens d'avancer dans ce sens, il nous apparaît indispensable que la France s'associe à la démarche de la Belgique auprès de la CJUE, et prenne l'initiative de saisir également le Conseil constitutionnel afin de s'assurer a minima de la légalité de ce traité. Ces précautions sont d'autant plus importantes que l'avocat général de la CJUE vient d'émettre un avis contraire à celui de la Commission sur la répartition des compétences entre l'échelon communautaire et les pays membres dans le cadre d'une saisine sur un autre accord en préparation avec Singapour(...).

Si l'UE ne parvient pas à bâtir un accord exemplaire avec un partenaire tel que le Canada, comment envisager la prise en compte de ces questions sociales et environnementales dans les négociations en cours ou futures d'accords de commerce et/ou d'investissement avec les autres régions du monde à commencer par les États-Unis, la Chine ou le Japon ? (...)

Les accords commerciaux du futur doivent créer des bénéfices tangibles pour les travailleurs, les citoyens et l'environnement sans compromettre notre souveraineté démocratique et juridique. Ils doivent réguler la mondialisation en encourageant la transition écologique, inclure les questions fiscales et être négocié dans la transparence. Les révélations des « Canada Papers » sur l'émergence du Canada comme un paradis fiscal plaident aussi pour l'inclusion d'un volet fiscal ambitieux pour lutter contre la fraude et l'évasion. Dans l'attente d'une politique commerciale qui respecte l'ensemble de ces critères, nous nous engageons à voter contre l'accord CETA.

Tribune co-signée par 78 parlementaires de gauche, nationaux et européens,

*La Tribune*, 20 janvier 2017

# COMMISSION EUROPÉENNE

## Programme de travail de la Commission

Monsieur le Président, Monsieur le vice-président, il vous reste deux ans pour cette Commission de la dernière chance.

Si vous n'écoutez que les conservateurs, vous ne retrouverez pas la confiance des Européens, parce que vous ne lutterez pas comme vous le devez, en engageant la Commission, avec toutes les institutions européennes derrière votre pouvoir d'initiative, pour lutter contre les inégalités à l'intérieur des États membres et entre les États membres.

Vous ne rétablirez pas la réalité de la démocratie, ce qui signifie que l'Union économique et monétaire ne pourra pas se développer sur la base d'un budget qui ne concernerait que les conciliabules entre des gouvernements. Nous avons besoin aussi d'utiliser l'énergie, la dynamique, le vecteur et le moteur que représente le résultat de la conférence de Paris pour modifier, changer et transformer le modèle économique de la zone euro et de l'Union européenne. C'est cela qui nous permettra de réconcilier les citoyens avec l'Europe, avec la Commission européenne et son programme de travail.

Intervention en séance plénière, 4 juillet 2017

## Livre blanc : une interpellation des capitales

Monsieur le Président Juncker, je vous remercie d'avoir choisi le Parlement européen pour présenter votre Livre blanc – Parlement européen qui, vous le savez, vient d'adopter trois rapports qui pourraient apporter une contribution forte au cycle de débats que vous venez d'ouvrir.

En ce qui concerne ce Livre blanc, je vois bien que vous étiez obligé de mettre sur la table plusieurs scénarios. Il me semble qu'il n'y en a qu'un qui soit vraiment viable. Il a besoin d'être nourri ; il doit être la base à partir de laquelle nous convainçons nos électeurs – les citoyens européens – que c'est la voie à suivre.

L'année 2017 est une année que vous avez définie dans toute son amplitude jusqu'à sa conclusion au Conseil européen de décembre, et c'est ce chemin que nous devons accompagner. Or, sur ce chemin, il y a des rendez-vous électoraux, et je vois votre Livre blanc comme une interpellation des capitales.

Il faut que les questions et les scénarios que vous présentez soient perçus comme des alternatives dans chacune des capitales au moment où les États membres se prononceront pour dire ce qu'ils veulent pour eux-mêmes, mais aussi où ils choisissent de dire ce qu'ils veulent pour l'Europe.

Intervention en séance plénière, 1<sup>er</sup> mars 2017

## CONSEIL EUROPÉEN

### L'addition des égoïsmes nationaux n'a jamais produit un destin européen

M. Tusk, président du Conseil européen veut un « Agenda des *leaders* » pour réformer l'Union et trouver plus efficacement « des solutions pratiques aux vrais problèmes des citoyens » au-delà des intérêts politiques divergents des Etats. Il oublie peut-être que c'est cette instance qui s'est réunie de si longues heures en conclave, sans briller ni dans l'affaire grecque, ni dans celle des migrants. Il tourne ainsi le dos à l'alliée naturelle de toute avancée européenne, la Commission et la méthode communautaire. La nostalgie n'est pas bonne conseillère et le retour d'un Congrès de Vienne permanent ne permettra pas de réduire les inégalités ou d'organiser la souveraineté européenne, ce dont l'Union et les Européens ont cruellement besoin.

Ce n'est pas en renforçant le caractère intergouvernemental des prises de décisions que l'Union deviendra plus efficace, plus forte, mieux aimée des citoyens. L'addition des égoïsmes nationaux n'a jamais produit un destin européen. C'est pour cela que l'Union a besoin de la Commission et du Parlement européen.

Plaider pour une Union des résultats, c'est supprimer la règle incapacitante de l'unanimité grâce aux clauses-passerelles, d'abord en matière de justice fiscale ; c'est donner à l'Union un budget digne de ce nom.

Pour sortir de l'immobilisme, faire preuve d'une volonté utile, retrouver l'esprit de solidarité, il ne faut pas que les dirigeants de l'Union reprennent la main, mais qu'ils soutiennent plus de solidarité, de démocratie.

Edito, octobre II

## DÉCÈS

### MARIO SOARES : LES SOCIALISTES ET L'EUROPE EN DEUIL

Les eurodéputés socialistes et radicaux ont appris avec tristesse la mort de Mario Soares, figure historique du socialisme européen et de la construction européenne. Nous adressons nos plus sincères condoléances à ses proches, à nos camarades portugais : avec eux, c'est tous les socialistes européens qui sont aujourd'hui en deuil.

Mario Soares, socialiste convaincu et l'un des fondateurs du Parti socialiste portugais en 1973, était un militant acharné de la démocratie, de la liberté et de l'Europe. C'est notamment grâce à sa détermination et son engagement que son pays doit son entrée dans la Communauté européenne dès 1985. Il aura aussi été l'un des nôtres au Parlement européen, exerçant son mandat avec grandeur.

Sa capacité de résistance, sa persévérance, son enthousiasme et son optimisme continueront de nous guider dans notre engagement politique.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 7 janvier 2017

### JACQUES MOREAU : SALUER LA MÉMOIRE D'UN GRAND EUROPÉEN

C'est avec tristesse et émotion que les eurodéputés socialistes et radicaux ont appris le décès de Jacques Moreau, eurodéputé de 1979 à 1984.

Jacques Moreau était un membre important de la CFDT. Militant inlassable de la construction européenne, il a rejoint le Parti socialiste en 1979 et a été élu au Parlement européen la même année.

De lui nous retenons l'engagement déterminé à défendre le dialogue social européen, engagement qu'il a également porté au sein du Comité économique et social européen. Son rôle a été décisif dans la création en 1985, à l'initiative de Jacques Delors, alors président de la Commission européenne, du processus de dialogue social de Val Duchesse qui visait à associer les partenaires sociaux au marché intérieur.



Dans notre engagement, aujourd'hui encore, nous sommes fidèles aux enseignements de Jacques Moreau et restons mobilisés pour faire franchir au dialogue social européen une nouvelle étape, notamment en améliorant l'implication des partenaires sociaux dans le Semestre européen, et plus généralement dans la gouvernance économique.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 25 janvier 2017

## JULIAN PRIESTLEY



@PervencheBeres - 23 avr. 2017

**Avec Julian Priestley, nous perdons un ami, un vrai socialiste, un bel européen.  
Pensées aux siens, @EuroLabour @DSFEurope @TheProgressives**

## HELMUT KOHL



@PervencheBeres - 16 juin 2017

**Un grand européen s'en va, celui de l'unité allemande, le complice de François Mitterrand pour faire avancer l'Europe ; hommage à #helmutkohl**

## SIMONE VEIL



@PervencheBeres - 30 juin 2017

**Avec Simone Veil part une combattante du devoir de mémoire, des femmes et de l'IVG, de l'Europe, la première femme présidente du #PE dignité**

## QUAND L'ACTUALITÉ FABRIQUE LES SYMBLOLES

Clin d'œil de l'histoire lorsque vie publique et vie privée se mêlent pour fabriquer un impressionnant symbole européen avec cette cérémonie d'hommage à Helmut Kohl dans l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg, ville symbole de la réconciliation franco-allemande. A l'heure où la tentation du repli national plane comme une sombre menace de désagrégation, elle témoigne de l'actualité de l'œuvre d'un homme qui, réunissant son pays pour dépasser

l'héritage de la seconde guerre mondiale, y puisera l'obligation européenne, celle de l'unité du continent. Je me souviens de la présence si forte d'Helmut Kohl aux obsèques de François Mitterrand, son complice de la construction européenne, là le premier était seul, laissant comme un goût étrange.

Clin d'œil de l'histoire encore lorsque la veille de cet hommage, Simone Veil, la première présidente de ce même Parlement disparaissait à son tour. Première présidente de notre institution, mais à la tête de tant d'autres combats, survivante de l'horreur du nazisme, militante des droits des femmes, européenne convaincue. Pour les femmes de ma génération et pour tant d'autres, nous savons ce que nous lui devons avec l'émancipation des femmes, avec le droit à l'avortement, ce droit toujours à reconquérir tant il est aujourd'hui menacé ici et là.

Puisse leur mémoire nourrir l'action de ceux qui aujourd'hui doivent affronter les menaces qui planent sur le continent européen. Elles requièrent de la génération en place ce même dépassement de soi-même et de son histoire, ce courage, cette droiture et cette vision.

Edito, juillet 2017

## FERDINANDO RICCARDI



@PervencheBeres - 26 sept. 2017

**Les Européens de Bruxelles en deuil, le lumineux Ferdinando Riccardi nous a quitté, toutes mes condoléances à sa famille, à @AgencEurope**

## FRANÇOISE HÉRITIER



@PervencheBeres - 15 nov. 2017

**Triste d'apprendre le décès de Françoise Héritier, combattante, éclairante jusqu'à la dernière heure d'une autre vision des femmes, de leur place dans la société.**

## PHILIPPE MAYSTADT



@PervencheBeres - 7 déc. 2017

**De l'euro aux normes comptables en passant par la @EIB, nous perdons avec le décès de Philippe Maystadt un grand européen, un homme d'Etat, de ceux pour qui le sens de l'intérêt général est au cœur de l'action.  
C'était un bonheur de travailler avec lui.**



## DROIT DES CITOYENS

### Citoyens européens : le Parlement européen défend vos droits

Parfois, les citoyens doutent des institutions européennes, de l'efficacité de leurs élus. Parfois, le temps européen et les médias sont ainsi faits que notre travail n'est pas audible. Cette session début octobre du Parlement européen devrait faire mentir ces « parfois ».

Après onze ans de lutte, un Parquet européen va être créé pour poursuivre et traduire en justice les auteurs de fraudes commises à l'échelle de l'Union. Quand l'Union défend ses intérêts financiers, c'est l'argent des contribuables qu'elle défend.

La proposition de la Commission de réglementation des perturbateurs endocriniens a été rejetée. Nous voulons que soient retirés du marché ou interdits les pesticides nocifs à la santé, mais aussi d'autres catégories de produits présents dans les cosmétiques, plastiques ou jouets.

Après avoir supprimé en juin dernier le *roaming*, nous demandons que le prix des appels mobiles et fixes vers d'autres Etats membres ne soit pas plus élevé que le prix des appels domestiques.

Après 14 années de combat, le statut d'économie de marché ne sera pas reconnu à la Chine. Demain la défense commerciale de l'Union devra prendre en compte les normes – environnementales et de travail – internationales. L'instauration de règles anti-*dumping* fortes protégera les emplois, notamment dans l'industrie. Les entreprises européennes auront plus de moyens pour se défendre contre les pratiques déloyales.

La lutte contre la fraude et l'évasion fiscales va progresser avec la proposition de la Commission d'un régime définitif de TVA, la condamnation d'Amazon à rembourser une aide d'Etat indue de 250 millions d'euros et le renvoi de l'Irlande devant la Cour de Justice pour non réclamation à Apple des 13 milliards d'euro dus.

Santé, droit des consommateurs, commerce international, justice fiscale, voilà de bonnes nouvelles. Elles n'ont été possibles que grâce à votre mobilisation en soutien de notre travail ; ensemble continuons !

Edito, octobre I

## ECONOMIE CIRCULAIRE

### Faciliter l'accès des entreprises de l'économie sociale et solidaire à la collecte des déchets recyclables et réutilisables

Quand on regarde l'avenir de l'économie européenne, la question de l'économie circulaire est une question tout à fait centrale. Mais elle ne pourra pas être juste circulaire, elle devra être aussi solidaire. Pour cela, la place des entreprises de l'économie sociale et solidaire doit être au cœur de la stratégie que nous mettons en œuvre.

Lorsque l'on parle des déchets municipaux pour lesquels on fixe des objectifs, je crois que c'est une stratégie tout à fait gagnante, mais pour qu'elle le soit vraiment, il faut s'assurer que, dans ces déchets municipaux, ce qui fait aujourd'hui une grande partie des encombrants des ménages – à savoir les déchets d'équipements électriques, et électroniques – soit bien inclus dans ces quotas qui pourraient être réemployés ou réutilisés. Dans beaucoup de situations, il y a des plateformes logistiques des producteurs, qui font que ces déchets ne sont peut-être pas automatiquement considérés comme des déchets ménagers. C'est un point de vigilance sur lequel j'attire votre attention.

Intervention en séance plénière, 14 mars 2017

## ELECTION 2019

Le rapport de Danuta Huebner (PPE-Pologne) et de Pedro Silva Pereira (S&D-Portugal) porte sur la future composition du Parlement européen. Le défi consiste à trouver une formule objective, équitable et transparente afin d'éviter de difficiles négociations en amont de chaque législature, cette nouvelle répartition devant être validée à l'unanimité par le Conseil européen...

Nombreux sont ceux qui plaident pour une réduction du nombre des membres du PE autour de 700 membres contre 751 actuellement.

La France faisant partie des Etats membres significativement sous-représentés, il est essentiel que la prochaine décision relative à la composition du Parlement européen pour la législature 2019-2024 respecte pleinement le principe de proportionnalité dégressive posé dans le Traité et tienne, cette fois-ci, compte des changements démographiques intervenus. Le Brexit offre une occasion de mettre plus de justice dans la répartition, de trouver une solution pérenne et de concrétiser l'idée de listes transnationales qui figurent depuis longtemps au nombre des propositions du Parlement européen.

Intervention en Commission des affaires constitutionnelles, 11 septembre 2017

## EXTRÊME DROITE

### Oser la gauche, oser l'Europe

Aux Pays-Bas, le Parti des Libertés, si mal nommé, de Geert Wilders, clone twitteroïde de Donald Trump, n'a pas remporté son pari, tout comme le représentant du FPÖ en Autriche, s'était fait battre, en décembre 2016, par Alexander Van der Bellen, le candidat vert, au terme d'une élection à rebonds. Mais, admettons-le, aux Pays-Bas, notre parti frère a payé cher sa participation à un gouvernement de coalition, tout comme Sigmar Gabriel en Allemagne, alors que Martin Schulz apparaît comme un homme neuf, investi de la confiance et de l'espoir de son parti. Chez nos voisins, les électeurs ont ainsi battu les candidats de la peur et du repli sur soi.

Mais une élection chez les autres, ne fait pas une élection en France, elle ne doit pas conduire au moindre relâchement, loin de là, même si les Pays-Bas étaient considérés comme un baromètre de la montée de l'extrême droite en cette année d'élections à travers le continent.

Alors, ne baissons pas la garde ; ces résultats ne sont que la démonstration que l'on peut gagner contre l'extrême droite en s'adressant à l'intelligence des citoyens, en portant haut et fort ses convictions de progrès, ses convictions européennes.

C'est pourquoi nous devons continuer à combattre les nationalistes, les racistes en proposant une alternative claire, pour la France, pour l'Europe. C'est pourquoi, je publie cette semaine une contribution à ce combat en témoignant de ce que fait vraiment le Front national au Parlement européen depuis 2014, « Son vrai visage : témoignage sur le FN au Parlement européen », *La Fondation Jean Jaurès*, dont je vous invite à vous saisir.

Edito, mars 2017

### L'activité réelle du FN au Parlement européen sous la loupe d'une eurodéputée PS

La chef de file des élus socialistes au Parlement européen, Pervenche Berès, s'est penchée sur l'activité réelle du Front national à Strasbourg. Le

parti d'extrême droite a fait de cet hémicycle son « camp de base », après y être entré en force en 2014 (il compte aujourd'hui 20 eurodéputés). De ses observations, Mme Berès a tiré un essai rendu public jeudi 16 mars par la Fondation Jean-Jaurès (...).

Sur le fond, « la délégation FN ne fonctionne qu'à partir de la logique nationaliste », accuse l'élue socialiste. Sur les sujets internationaux, le FN vote « quasi-systématiquement contre toutes les résolutions qui dénoncent l'attitude de Moscou », indique-t-elle. En décembre 2016, plusieurs eurodéputés FN se sont réjouis en plénière de la « libération d'Alep », en pleine tragédie humanitaire (...).

Article de Cécile Ducourtieux, *Le Monde*, 16 mars 2017

**Marine Le Pen n'est pas là pour réparer l'Union européenne, elle est là pour la détruire**

**Toute l'Europe : Quelle était votre démarche à travers la publication de cet ouvrage ?**

*Pervenche Berès* : Ce livre est la réponse immédiate aux résultats des élections européennes de 2014. Même s'il avait été un peu anticipé pendant la campagne, le résultat de ces élections a été un choc. Nous ne nous attendions pas à ce qu'un tiers de la représentation française soit élue sur les listes du Front national. Il y a quelques années, une telle configuration aurait été inimaginable. J'ai immédiatement eu la conviction que la classe politique exerçant à Paris ne se rendait pas compte de ce qui allait se passer au Parlement européen.

Après cette élection, Jean-Christophe Cambadélis a théorisé ce qu'il a appelé le « tripartisme » composée des progressistes, de la droite classique et du FN. Cette tripartition change la donne dans l'élection présidentielle à deux tours et dans toutes les élections. L'année suivante, cette intuition a été totalement vérifiée par les résultats des élections régionales. Une théorie qui conforte également la pensée de l'ancien président du Parlement européen, Martin Schulz, selon laquelle l'élection au Parlement européen peut être le révélateur au sens photographique du terme de ce qui va advenir. C'est une élection plus détachée, à la proportionnelle et elle révèle très bien les tendances qui sont dans la société. A ce moment-là, je savais

déjà qu'avec autant de députés élus, la façon dont le FN allait se servir du Parlement européen allait changer et qu'il fallait savoir l'observer pour en témoigner. Une partie de ma mission a aussi été de dire et d'armer mes amis de ce que je voyais au sein du Parlement (...).

**Marine Le Pen, comme d'autres candidats à l'élection présidentielle, dénonce le texte sur les travailleurs détachés. La réforme qui est en cours vous paraît-elle satisfaisante ?**

Pour l'instant, nous ne savons pas sur quoi cette réforme va déboucher. J'avais négocié la précédente directive d'interprétation de la directive dans le précédent mandat. Je voyais bien qu'il y avait des failles qu'on n'arrivait pas à combler avec la directive d'interprétation alors je pense que c'est un objectif très ambitieux de réviser la directive elle-même. Je pense que ce qui est sur la table pour la réviser est une très bonne approche.

Mais l'idée que défend Madame Le Pen de supprimer la directive relative au détachement des travailleurs revient non seulement à mentir aux Français, mais aussi à trahir l'intérêt des Français. C'est oublier qu'il y a 300 000 Français qui sont détachés de France pour aller travailler ailleurs et qui sont bien contents de ne pas abandonner leur régime de sécurité sociale notamment à leur retour. Si elle veut que les travailleurs polonais paient leurs droits en France, la sécurité sociale en France, il faut que les droits qui seront payés en France soient totalement transférables en Pologne quand le travailleur qui est détaché et qui a donc vocation à retourner en Pologne le fera.

Mme Le Pen ne veut pas trouver de solutions. Par exemple, lorsque dans le rapport de Guillaume Balas sur le *dumping* social, on propose de mettre en place une meilleure coordination des systèmes d'inspection du travail ou même de mettre en place une brigade européenne pour aller surveiller des grands chantiers avec des cultures mixtes qui permettent de mieux appréhender la situation des détachements des travailleurs, elle n'en veut pas puisque c'est une solution européenne (...).

Interview par Alexandra Lesur, *Toute l'Europe*, 11 avril 2017

**Le Front national se sert du Parlement européen comme d'une base arrière**

**Marine Le Pen peut-elle selon vous gagner l'élection présidentielle ?**

Je vois en tout cas une très grande inquiétude chez mes collègues. Sur le front économique, les choses vont mieux. Mais il faut intégrer le risque politique. Si le Front national l'emporte, ce sera une déflagration beaucoup plus importante que le Brexit. En voulant sortir de l'Union européenne, les Britanniques envoient un mauvais signal et font naître la peur d'une contagion. Mais si la France sort de l'euro, je ne crois pas que la monnaie unique y survivra. Et je ne crois pas que l'Union européenne survivra à la disparition de l'euro. Les risques de dévaluation seraient tels que vous seriez obligés d'avoir des politiques très protectionnistes. Les électeurs doivent comprendre qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, aucune nation, quelle que soit sa grandeur passée, présente ou future, ne peut s'en sortir seule.

**Le FN dit vouloir détruire l'Europe de l'intérieur. Comment s'y prend-il ?**

Les élus du Front national ont d'abord voulu répondre à l'argument selon lequel ils ne faisaient rien. Ils ont donc mis en place une stratégie déterminée du chiffre pour améliorer leur rang dans les classements, en multipliant les questions écrites et les propositions de résolution, et en déposant en commission de nombreux amendements. Ces activités révèlent une double contradiction. Le Front national reproche à l'Union européenne de s'occuper de trop de choses, mais il accuse régulièrement la Commission de ne pas faire ceci ou cela. Ensuite, une fois qu'il a dénoncé un problème, il refuse que l'Europe apporte des solutions ; il a par exemple voté contre la mise en place de structures de coordination des inspections du travail afin de lutter contre le *dumping* social (...).

Interview par Isabelle Marchais, *L'Opinion*, 14 avril 2017

## FISCALITÉ

### BEPS (L'ÉROSION DE LA BASE D'IMPOSITION ET LE TRANSFERT DE BÉNÉFICE)

L'enjeu ici est de permettre de vérifier où les entreprises font des profits et, en fonction de cela, où elles doivent payer leurs impôts. Trop souvent, il y a derrière l'optimisation fiscale ou l'évasion fiscale un manque à gagner pour les budgets des États membres et, donc, un manque de fonds pour le financement des politiques, que ce soit dans le domaine de l'éducation, de la santé ou de la culture, car, au bout du compte, c'est de cela dont il s'agit. À travers les mécanismes d'optimisation fiscale, qui sont dissimulés dans des opérations agrégées, les multinationales sont passées d'une fiscalité de 35 % en 1995 à 22,8 % en 2015 (...).

Ce que nous avons obtenu pour les banques sur le caractère public de ces données, il n'y a pas de raison de ne pas l'obtenir pour les multinationales. Nous attendons des initiatives de la Commission pour aller au-delà de la proposition actuelle.

La question des données agrégées pour les pays tiers est également posée. Ici, le rôle de l'Union européenne dans ce domaine est d'aller au-delà de l'accord du BEPS et de permettre que des entreprises puissent développer des stratégies d'investissement grâce à cette clause de sauvegarde, mais qu'il n'y ait pas un blanc-seing pour le secret éternel et que cette stratégie d'investissement s'inscrive dans ce qui est le cadre du rescrit fiscal au-delà duquel il doit y avoir une pleine transparence sur les profits des entreprises, quel que soit l'État dans lequel ils sont réalisés (...).

Intervention en séance plénière, 4 juillet 2017

### FISCALITÉ DU NUMÉRIQUE

Dans sa communication « *Un système fiscal équitable et efficace dans l'Union européenne pour le Marché Unique Numérique* », la Commission européenne appelle les États membres à se mettre d'accord rapidement sur la forme que devra prendre la réforme fiscale destinée à taxer les entreprises numériques.

Le système fiscal international, dont les bases ont été dessinées au cours du XX<sup>e</sup> siècle, repose sur le principe de la présence physique des entreprises. Seulement, avec la révolution numérique, l'évitement fiscal est devenu un sport international et la fiscalité doit être adaptée pour taxer justement toutes les entreprises.

Les 'GAFA' (Google, Apple, Facebook et Amazon) et l'ensemble des plateformes sont évidemment visés : ces entreprises n'ont souvent pas de présence physique dans l'ensemble des États où elles réalisent pourtant des profits impressionnants à travers la publicité en ligne et l'utilisation des données et habitudes des utilisateurs. Tout l'enjeu est donc aujourd'hui d'adapter la définition de l'établissement stable pour y intégrer le numérique. D'après les chiffres avancés par la Commission, dans l'Union européenne, le taux effectif moyen d'impôt sur les sociétés des entreprises numériques serait inférieur à 9 % ; bien loin des 33,3 % de l'impôt sur les sociétés en France !

Jusqu'ici, l'absence d'accord au niveau international a empêché les États membres d'avancer : faisant suite à l'initiative de plusieurs États membres dont la France le weekend dernier lors du Conseil informel à Tallinn, la Commission invite les pays de l'Union à trouver un accord rapidement, et sans attendre un mandat du G20 à l'OCDE, qui supposerait le plein soutien, peu probable, des États-Unis... tout en proposant d'autres options pour parvenir à une imposition effective des plateformes.

Des pistes de réflexion sont sur la table, et le projet d'assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés (ACCIS), en cours d'examen au Parlement européen et au Conseil, offre une opportunité unique d'avancer sur ce dossier. Nous invitons donc les États membres à éviter les effets d'annonce non suivis d'effet comme ils l'ont trop fait avec la taxation des transactions financières (TTF) et à se saisir pleinement de la proposition qui existe déjà pour y intégrer l'imposition des plateformes.

La fiscalité doit évoluer vers un modèle plus juste, et plus efficace, qui assure une égalité devant l'impôt à l'ensemble des entreprises, y compris du numérique. Qui permette aussi aux États d'assurer leur mission sociale. C'est pourquoi la délégation socialiste française au Parlement européen soutient pleinement le message de la Commission européenne et invite le Conseil à transformer ce qui apparaît comme une offre de service de plusieurs de ces États membres pour investir pleinement et avec succès la

négociation d'ACCIS et d'y trouver un accord ambitieux dès que possible. Sinon le risque serait celui de saper une dynamique pour un coup de communication, alors que les Européens ont besoin d'une base commune pour l'impôt des sociétés.

Ici aussi, l'Union peut faire la différence et montrer la voie à suivre pour une réforme globale en faveur d'un système fiscal international moderne et équitable.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 21 septembre 2017

## LISTE NOIRE DES PAYS PRÉSENTANT UN RISQUE DE BLANCHIMENT

### Les S&D rejettent la liste noire de la Commission, qui ne reflète pas la gravité du risque de blanchiment

Les eurodéputés S&D rejettent la proposition d'une liste de pays hors UE qui posent un risque élevé de blanchiment. Ils exhortent la Commission à revoir sa copie et à élaborer sa propre liste. Le droit de l'UE prévoit que les personnes ou entités légales de pays figurant sur cette liste soient l'objet de contrôles plus stricts lorsqu'elles mènent des activités au sein de l'UE. Il s'agit de garantir notre stabilité financière et notre sécurité générale (...).

Les pays suivant figurent sur la dernière liste, proposée en mars par la Commission : Afghanistan, Bosnie-et-Herzégovine, République populaire démocratique de Corée, Éthiopie, Iran, Irak, Laos, Syrie, Ouganda, Vanuatu, Yémen.

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 17 mai 2017

## RÈGLE DE L'UNANIMITÉ

### Faisons en sorte que le paradis devienne un enfer pour ceux qui fraudent le fisc

« Depuis *LuxLeaks*, il y a trois ans, nous avons demandé à maintes reprises la fin des paradis fiscaux et la réparation du régime fiscal international. Sous la pression du Parlement européen, la Commission européenne a présenté de nombreuses propositions et des décisions ont été prises.

Certaines entrèrent en vigueur en 2018 ou 2019. Il nous appartient de vérifier qu'elles sont correctement mises en œuvre.

« Mais il reste encore beaucoup à faire. Nos efforts sont sapés par le fait que toute décision fiscale requiert l'unanimité des États membres. Certaines capitales européennes continuent d'opposer une forte résistance à aller de l'avant sur la politique fiscale. Si nous voulons progresser sur la voie d'une plus grande transparence de l'impôt sur les sociétés, d'un système européen commun d'imposition des sociétés ou d'une liste européenne commune de paradis fiscaux, les États membres doivent abandonner la règle de l'unanimité en matière de politique fiscale. Faute de quoi, nous continuerons à regarder d'énormes saisons du mauvais feuillet des *ParadisePapers*. »

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 6 novembre 2017

## TTF (TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES)

### Le groupe S&D dénonce le virage à 180 degrés de la France sur la Taxe sur les transactions financières (TTF)

Aujourd'hui, les eurodéputés du groupe S&D ont exprimé leur grand étonnement et leur sévère déception en apprenant que le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, avait l'intention de reporter aux calendes grecques l'introduction d'une taxe européenne sur les transactions financières dans dix pays de l'UE. M. Le Maire a, par ailleurs, le même jour, refusé l'invitation de la Commission d'enquête sur les « *Panamas Papers* » du Parlement européen qui organisait une audition spéciale à laquelle ses collègues des Pays-Bas, de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Irlande participaient.

Le vice-président du groupe S&D Udo Bullmann et Pervenche Berès, porte-parole du groupe S & D pour les affaires économiques et monétaires ont déclaré :

« La France a fait un virage à 180 degrés en passant du rôle d'allié-clé dans la lutte pour l'introduction d'une TTF à celui qui traîne les pieds. C'est vraiment décevant ».

« Hier, le président Macron voulait utiliser les bénéfices de la TTF pour financer la transition écologique et une coopération au développement modernisée. Aujourd'hui, son ministre des Finances s'incline devant la *lobby* bancaire. Les députés S&D s'opposent clairement à de telles volte-face (...) ».

« Les difficultés liées à la crise financière de 2008 ont clairement montré que les spéculations dommageables doivent être réduites et que l'industrie financière doit contribuer au coût immense des conséquences de la crise. Ceux qui bloquent l'introduction d'une telle taxe semblent plus enclins à servir des intérêts particuliers qu'à rendre l'économie européenne plus stable et plus équitable ».

« Le Parlement européen a appelé à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières dès mars 2010, à une majorité de pas moins de 78%. Finalement, la Commission européenne a répondu à cet appel. En septembre 2011, elle a présenté une proposition de directive que le Parlement devait adopter, ouvrant la voie à une coopération renforcée entre les États membres. Depuis lors, cinq très longues années se sont écoulées, au cours desquelles les ministres conservateurs et libéraux des finances n'ont laissé passer aucune occasion de saboter le projet de taxe sur les transactions financières ».

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 11 juillet 2017

## TVA

### Il est temps d'avoir un système européen de TVA rendant impossible la fraude

Les socialistes et démocrates soutiennent les efforts de la Commission européenne pour lutter contre la fraude à la TVA dans l'Union. Chaque année, les États membres perdent plus de 151 milliards d'euros de recettes fiscales en raison de la fraude à la TVA, dont 50 milliards d'euros disparaissent par le biais de la fraude dite « carrousel » sur les échanges transfrontaliers. En ces temps d'étranglement des finances publiques, l'Europe ne peut fermer les yeux sur des cas aussi flagrants de fraude.

Le système européen actuel de TVA repose sur des dispositions transitoires adoptées en 1993. Ce système est entaché de défauts et se révèle inadéquat



dans une économie numérique mondialisée. Il est grand temps de passer à un système définitif qui puisse combler les lacunes législatives et réprimer toutes les formes de fraude.

Nous soutenons l'approche progressive proposée par la Commission, qui permettra d'introduire des solutions opérationnelles rapides avant que ne soit complètement mis en œuvre le système définitif, ce qui prendra un certain temps. Nous déplorons toutefois qu'aucun délai n'ait été fixé pour l'entrée en vigueur de ce système définitif. Il y a toujours le risque que ce qui est transitoire ne devienne permanent.

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 4 octobre 2017

### **L'Union européenne doit intensifier ses efforts pour être plus efficace dans la lutte contre la fraude à la TVA**

Les députés européens se sont aujourd'hui félicités des nouvelles propositions de la Commission européenne pour lutter contre la fraude à la TVA, suite aux révélations des *Paradise Papers* et ont appelé les gouvernements de l'UE à agir sans délai.

Udo Bullmann, vice-président du Groupe S&D, et Pervenche Berès, porte-parole du Groupe S&D pour les affaires économiques et monétaires, ont déclaré :

(...) « Le système de TVA communautaire, censé être transitoire, a été créé en 1993. Il est dépassé, excessivement complexe et largement inadapté aux flux actuels des opérations transfrontalières et numériques. »

« Les fuites des *Paradise Papers* ont révélé à quel point il peut être facile pour les plus aisés et les grandes entreprises d'éviter de payer les taux légaux de TVA grâce à des stratagèmes fiscaux ingénieux impliquant des sociétés fictives. Il est donc essentiel que les autorités fiscales collaborent étroitement avec les services répressifs pour identifier les fraudeurs (...). »

« Un système de TVA définitif, moderne et à l'épreuve de la fraude, doit prendre la relève. C'est pourquoi, il est également urgent que le Conseil se mette d'accord sur les dossiers actuellement gelés par les États membres, comme les dossiers relatifs à la TVA sur les livres électroniques et commerce en ligne (...). »

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 30 novembre 2017

## **FRANCE**



@PervencheBeres - 16 janv. 2017

**Standard and Poor's «note» des candidats à l'Elysée, ingérence inacceptable «la politique de la France ne se fait pas à corbeille» #deGaulle**

### **Pour la République, pour l'Europe, dimanche, je voterai Emmanuel Macron**

Parce que le danger, c'est le 7 mai 2017, pas en 2022.

Parce que je suis d'accord avec Benoît Hamon pour faire la différence entre un adversaire politique et une ennemie de la République.

Parce que Madame Le Pen, c'est le Front national, fondé en 1972 par son père avec d'anciens collaborationnistes, néofascistes, négationnistes et anciens de l'OAS. C'est l'extrême droite.

Parce que je suis d'accord avec Emmanuel Macron lorsqu'il nous propose de voter en sa faveur à l'élection présidentielle, et ensuite de défendre nos candidats aux législatives. Je le ferai en votant pour la députée de mon Parti, Seybah Dagoma.

Pour la République, je vote Emmanuel Macron, parce que la France que veulent Madame Le Pen et ses amis plonge ses racines dans les heures les plus noires de notre histoire, celle où le juif, le noir, l'arabe, le musulman, l'étranger est montré du doigt, ostracisé, discriminé, persécuté.

Parce que la candidate du Front national dévoie l'égalité et la laïcité pour saper les fondements de la République.

Parce que la France de Madame Le Pen, c'est celle d'un régime autoritaire ; quand ce qui fait l'autorité de la France, c'est la *Déclaration des droits de l'homme et des citoyens*, la liberté d'expression et celle de la presse, de *Charlie Hebdo* et de tous les autres, le droit de se syndiquer, de manifester, de faire grève.

Parce que la République doit être exemplaire et ne peut pas élire à sa tête



une eurodéputée dont le parti doit 5 millions d'euros aux contribuables français et européens pour des emplois présumés fictifs. Sa place est devant les juges, pas à l'Elysée.

Pour l'Europe, je vote Emmanuel Macron, parce que je veux une France ouverte dans une Union qui protège. Parce qu'on ne retiendra pas la mondialisation avec des frontières.

Pour la France, parce que la victoire de Madame Le Pen dégraderait l'image de notre pays aux yeux du monde. La fermeture provoquerait une réaction hostile de nos partenaires européens, entraînerait des mesures de rétorsion fatales pour l'économie et l'emploi de notre pays.

Parce que la grandeur de la France, c'est l'accord entre François Mitterrand et Helmut Kohl, après la chute du Mur de Berlin, pour assurer l'intangibilité des frontières et le respect des minorités ; ce n'est pas l'alignement sur Messieurs Poutine ou Trump.

Parce que la France, c'est celle, solidaire, qui se bat pour permettre à la Grèce d'Alexis Tsipras de rester dans l'euro.

La France que le monde admire, c'est un pays fondateur de l'Europe, celui qui scelle le succès de la COP 21 comme nouvel horizon pour le XXI<sup>e</sup> siècle, pas celui qui se recroqueville et veut sortir de l'Union européenne.

Il y a 15 ans, nous combattions le père. Depuis 2002, nous avons indéniablement manqué beaucoup de choses, mais dimanche 7 mai 2017, nous voterons une nouvelle fois pour que le FN ne passe pas.

En démocratie, la liberté de vote est un bien précieux, celle que les amis de Madame Le Pen en Europe maltraitent. Le vote c'est un droit et un devoir de citoyen ; ne pas s'en servir, c'est accepter de subir. A chacun d'en faire le meilleur usage pour soi, pour la génération qui vient, pour la France, pour l'Europe.

Edito, 4 mai 2017

### **Réussir pour saper la base des populistes**

Je souhaite au nouveau Président de la République de réussir pour notre

pays, pour les Français, pour l'Europe. Réussir à faire reculer les inégalités, le chômage, réussir dans la lutte contre le changement climatique, réussir la transition écologique et numérique, mener à terme dans l'Hexagone et avec nos partenaires, le chantier de la justice fiscale, de l'union économique et monétaire, du rééquilibrage commercial... La liste est longue de tout ce qu'il faudra entreprendre au plus vite ou poursuivre.

La volonté de mener ces politiques et les réussir est nécessaire pour saper la base des populistes qui prospèrent sur les crises, les non-faits et les non-dits et sur le désarroi de beaucoup de citoyens devant un monde qui change vite. Les Socialistes, la gauche de gouvernement, ne peuvent pas se laisser piéger comme ils l'ont fait sous le quinquennat de Jacques Chirac. La future Chambre doit être le reflet de la France dans sa diversité politique, républicaine et culturelle. Nous entendons l'envie de renouveau, mais l'ancien Premier ministre, Bernard Cazeneuve, le dit très bien : « J'ai trop de sympathie pour le nouveau président pour le laisser seul face à la droite. La gauche doit être forte à l'Assemblée nationale pour réussir le quinquennat ».

Edito, mai 2017

### **Assurer le pluralisme, reconstruire une gauche de gouvernement...**

Je veux d'abord saluer toutes celles et ceux qui se sont engagés pour défendre nos couleurs dimanche dernier lors du premier tour des élections législatives où trajectoires personnelle et collective se sont mêlées et souhaiter le plus grand succès possible à celles et ceux qui nous représenteront dimanche lors du second tour. Ils seront notre contribution indispensable en démocratie au pluralisme alors que les Français ont d'ores et déjà assuré à l'Assemblée nationale une majorité au président qu'ils ont élu.

Trop peu de fortifications ont résisté au raz-de-marée dans la foulée de l'élection du président de la République sans que le Parti socialiste ne puisse entre-temps reconstruire son offre.

Ce premier tour apporte la démonstration, si besoin en était, que les socialistes, en France et en Europe doivent se reconstruire pour occuper la place qui est la leur, celle de constituer une gauche de gouvernement, porteuse de transformation et de justice sociale. Ce sera la tâche immense qui nous attend après dimanche et d'abord celle d'une nouvelle génération.

Dans l'immédiat, nous devons tout faire dans les heures qui restent pour faire élire nos camarades encore en lice. Avec une abstention record au premier tour d'une élection législative, cette assemblée sera dans une situation difficile pour combler le fossé qui s'est creusé entre les citoyens et ses élus. Elle le sera d'autant plus si le pluralisme n'est pas présent dans la future assemblée.

Edito, juin 2017

## Oui, débattons de l'orientation politique de l'Europe

Les eurodéputés socialistes et radicaux se félicitent que le débat politique sur l'Europe occupe le devant de la scène, qu'il remplace le débat réducteur entre pro-européens d'un côté, europhobes de l'autre et que le Président de la République engage de plain-pied la France pour être présente dans ce débat au lendemain des élections allemandes. Les sociaux-démocrates français n'ont jamais hésité à dénoncer les erreurs de l'Union européenne et celles de ses États membres et ont toujours affiché clairement leur ambition en faveur d'une Europe forte et solidaire, portant les propositions politiques qui en découlent.

Avant-hier, ils ont attentivement écouté le discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne. Beaucoup des propositions s'inspirent des travaux des progressistes au Parlement européen, autant de chantiers pour négocier un équilibre global entre partenaires, nous nous en réjouissons (...).

Sur la zone euro, Emmanuel Macron a eu raison de dire l'urgence d'agir, la consolidation de la monnaie commune est dans l'intérêt des 27. Il a aussi eu raison de souligner le rôle du Parlement européen comme organe de contrôle démocratique. Il reste beaucoup d'aspect sur lesquels il faudra être plus précis et sortir de l'ambiguïté. Quel budget commun pour la zone euro, quel montant, quel contrôle démocratique ? Un instrument seulement destiné à compenser des chocs asymétriques ne sera pas suffisant. Il faudra aussi dire quelle est la fonction d'un « ministre des finances et de l'économie de la zone euro » ; s'agit-il d'un « super-gendarme », gardien des règles du pacte de stabilité et de croissance, ou d'un coordinateur des politiques économiques et budgétaires de la zone euro capable d'organiser le débat sur la demande agrégée optimum pour la zone et de lutter contre les inégalités ?

Sur la convergence sociale, sujet pour nous prioritaire, le volontarisme affiché se heurte d'une part aux votes de trop de ses alliés de droite au Parlement européen, et d'autre part à la réalité des décisions du Président français, à commencer par ses ordonnances visant à réformer le code du travail (...).

Sur les questions migratoires, nous déplorons la confusion entre politiques d'asile et politique d'immigration. La demande d'une Agence européenne de l'asile est sur la table depuis 2014, c'est d'ailleurs une priorité des socialistes à laquelle s'opposent les alliés de droite d'Emmanuel Macron au Parlement européen. Parallèlement, le chef de l'État suggère aussi la création d'une « police des frontières ». Nous rappelons quand même qu'un corps européen de garde-frontières et garde-côtes a été créé à l'automne 2016. Surtout, nous demandons une clarification : le Président propose-t-il une politique plus adaptée à la réalité des demandeurs d'asile qui fuient la guerre et la famine ou bien ne propose-t-il que le renforcement d'un arsenal répressif inadapté ?

Concernant le volet fiscal, le Président redécouvre les vertus de la taxe sur les transactions financières (TTF) après l'avoir torpillée au mois de juin dernier. Mais sa version de la TTF est moins ambitieuse que celle actuellement en discussion dans le cadre de la coopération renforcée. Quant à la fiscalité des plateformes numériques, nous préférons concentrer nos forces sur la proposition tant attendue d'une réforme de l'impôt sur les sociétés (...).

Changement climatique, *dumping* social, chômage, lutte contre le terrorisme, mondialisation, accueil des réfugiés, tous ces sujets appellent une réponse et des moyens européens. Si les propositions d'Emmanuel Macron témoignent d'un engagement européen, l'Europe a aussi besoin d'un plan de travail opérationnel et, surtout, de concret. Le débat politique européen est posé : nous y participerons avec une conviction inébranlable.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 28 septembre 2017

## GAFa (GOOGLE, APPLE, FACEBOOK, AMAZON)

### AMAZON

La commissaire Vestager a de nouveau fait preuve d'une grande détermination dans le traitement des cas d'aides d'État touchant de grandes multinationales. Nous soutenons ses efforts pour faire front aux entreprises qui pensent qu'elles sont au-dessus des règles et des lois de l'UE. Cette nouvelle affaire d'aide d'État concernant Amazon constitue une preuve supplémentaire de la nécessité d'avancer vers une véritable fiscalité commune des entreprises en Europe. Nous pensons également que l'Irlande doit respecter la décision historique prise par la Commission, il y a un an sur le dossier Apple.

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 4 octobre 2017

### GOOGLE

#### 2,42 milliards d'euros, saluons la concurrence libre et non faussée !

Les eurodéputés socialistes et radicaux se félicitent de la sanction historique infligée aujourd'hui par la Commission européenne à Google. 2,42 milliards d'euros. 10% de son bénéfice annuel pour le premier des GAFa !

La Commissaire à la concurrence, Mme Vestager, utilise pleinement les pouvoirs de l'Union européenne en matière de concurrence pour s'attaquer aux multinationales. Un État seul face à Google ne pèse rien ; à 27, unis, forts d'un marché de 500 millions d'habitants, nous avons les moyens de nous faire entendre et de faire respecter nos choix politiques. Google devra obtempérer vite : astreinte à 5% du chiffre d'affaire si ses pratiques perdurent !

En s'opposant frontalement à un géant de l'internet américain, le message envoyé par l'Europe est très clair : ses règles et ses valeurs doivent être respectées, non seulement par les entreprises européennes, mais aussi par toutes celles qui opèrent sur son sol.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 27 juin 2017

## GRÈCE

#### ***It is time to conclude the second review of the Greek adjustment programme***

*Ahead of an important meeting of the Eurogroup next Monday in Brussels, S&D Euro MPs called on the Eurozone finance ministers to conclude the second review of the Greek adjustment programme as soon as possible (...).*

#### **S&D Group spokesperson on economic and monetary affairs, Pervenche Berès, added:**

*“The European Commission’s macroeconomic data presented yesterday on the Greek economy speak for themselves. In 2018, Greece will have a primary surplus of 3.7% when they were expected to achieve a result of 3.5%. The Greek economy has performed much better than expected. GDP growth prospects could reach 2.7% in 2017 and 3.1% in 2018.*

*“Over the last years, the country has made huge efforts and sacrifices. What are we waiting for? Those who do not want to conclude the second review are the ones who want to reopen the debate on the Grexit. For us, Socialists and Democrats, Grexit is not an option.”*

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 14 février 2017

#### **La zone euro ne doit pas être prise en otage par des apprentis sorciers**

Il y a deux mois très exactement, nous avons dans cet hémicycle le même débat au cours duquel le Commissaire annonçait de bonnes prévisions et de bons résultats pour la Grèce. Nous avons l'impression qu'il n'y avait plus aucun motif de blocage au Conseil ou à l'Eurogroupe. Depuis, rien n'avance.

On cite parfois dans cet hémicycle le nom de M. Dijsselbloem, mais on oublie sans doute de citer M. Schäuble ou leurs complices, ces messieurs et cette dame du FMI. Car, en réalité, nous avons l'impression qu'à force de ne pas vouloir créer d'aléa moral, ce sont ceux qui dénoncent cet aléa moral qui sont en train d'en créer en Grèce, produisant ici le miracle de réunir toute la classe politique grecque, contrairement à ce qui se passe dans le

pays, contre cette politique d'austérité d'abord voulue par M. Schäuble pour des raisons qui n'ont à voir ni avec la Grèce, ni avec la zone euro, ni avec l'Union européenne, mais simplement avec un calendrier électoral en Allemagne.

Or je ne pense pas que l'économie de la zone euro puisse être ainsi prise en otage par quelqu'un qui joue à l'apprenti sorcier ou qui est en train de mettre en place une stratégie de prophétie auto-réalisatrice. Car comment reprocher à M. Tsipras de rappeler à ses partenaires qu'ils ont pris des engagements au sujet de la dette lorsque ces derniers, au vu des résultats qui sont à la hauteur de ce qui était attendu de son pays, lui demandent de doubler la mise et d'aggraver encore la situation des retraités (...) ?

**Paul Rübig (PPE)**, procédure de carte bleue. – (...) Comment, croyez-vous, que nous puissions faire en sorte que plus d'argent soit investi en Grèce afin que de nouveaux emplois soient créés et afin surtout que la Grèce devienne plus compétitive pour générer les exportations ?

**Pervenche Berès (S&D)**, réponse « carton bleu ». – Comment voulez-vous que des investisseurs aient envie de retourner dans ce pays alors que le réexamen du programme n'est pas terminé ? Cela veut dire que les partenaires n'accordent pas à ce pays le crédit nécessaire pour pouvoir redémarrer. Or, tout ce dont ce pays a besoin, c'est d'un signe montrant que ceux qui ont conclu avec M. Tsipras et son gouvernement un mémorandum pour redresser la situation prennent acte des efforts accomplis, de la réalité des résultats et de l'opportunité pour les investisseurs étrangers de réinvestir dans le pays pour faire redémarrer l'économie.

Intervention en séance plénière, 4 avril 2017



@PervencheBeres - 4 avr. 2017

@tsipras\_eu rappelle l'engagement des partenaires sur la dette, #Schauble répond en doublant les exigences, qui fabrique de l'aléa moral ?

## **Monsieur Dijsselbloem, nous comptons sur votre engagement total pour la Grèce**

(...) Il y a stratégie de négociation qui conduit à mettre la Grèce dans la position du dilemme du prisonnier dont vous devez chercher à sortir(...). Ce qui est aujourd'hui à l'œuvre est dévastateur, nous le savons très bien. Non pas pour la zone euro mais d'abord pour l'économie grecque que nous prétendons remettre sur les rails. Quand on voit que 14 points de PIB ont été perdus entre 2009 et 2016, que le solde primaire a bougé de 17 points sur la même période et que rien n'a encore été fait sur l'allègement substantiel de la dette grecque, on voit bien où est le problème. Personne ne pourra s'étonner qu'en poursuivant cette stratégie, la dette grecque insoutenable continue à augmenter. Monsieur le Président de l'Eurogroupe, nous comptons sur votre engagement total pour que l'Eurogroupe du 22 mai permette de conclure cette revue.

Intervention en séance plénière, 27 avril 2017

## **Grèce : enfin, un vrai soulagement. Mais après ?**

L'Eurogroupe aboutit au résultat positif tant attendu, c'est en soit une bonne nouvelle.

Les Européens ont reconnu les efforts faits par les Grecs, et ont débloqué la tranche de prêt de 8,5 milliards d'euros dans le cadre du troisième plan d'aide en cours. Cette décision était indispensable pour ne pas replonger dès cet été la Grèce et l'Euro dans la tempête.

Mieux : l'Eurogroupe s'est engagé encore plus clairement à un allègement de la dette grecque, avec un plan plus « généreux » que lors de l'accord précédent, avec un surplus primaire plus raisonnable que ce qui est le cas aujourd'hui.

Le FMI, s'il a assoupli ses exigences en donnant son accord de principe à sa participation au plan d'aide, demeure cependant vigilant sur ce point. Dans la lignée des décisions prises conjointement avec les ministres des finances de la zone euro le 24 mai 2016, il ne versera pas en effet un euro tant que les Européens n'auront pas formellement acté l'allègement de la dette grecque.

C'est dire à quel point cet accord reste surdéterminé par la perspective des élections allemandes, qui empêchent de réelles avancées sur ce sujet. Pour les eurodéputés socialistes et radicaux, il y a encore et toujours urgence à alléger la dette grecque. Surtout, la zone Euro a un besoin urgent de démocratiser sa gouvernance, afin de ne plus être soumise aux agendas électoraux de tel ou tel Etat membre, et d'un budget propre afin d'absorber les chocs économiques et de soutenir les investissements d'avenir.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 16 juin 2017

***Request for a Social Impact Assessment on the measures for the conclusion of the second review of the third Greek Adjustment programme.***

*The agreement reached between Greece and the institutions for the conclusion of the second review of the third Greek adjustment programme is an important step in the right direction expected for long. During the last meeting of the Financial Assistance Working Group (FAWG), Declan Costello indicated that the additional measures yielding 2% of the GDP (1% pension cuts and 1% tax increase) shall be entirely compensated by equivalent increases in social spending and tax cuts unless the 3.5% primary surplus target will not be met. Nevertheless, this means that the programme involves further reductions on pensions and a significant decrease in the tax-free threshold, yielding respectively 1% of the GDP in 2019 and 2020.*

*On the basis of articles in the press, the pension cuts will not be limited to high pensions but be applied on the largest number of pensioners. Lower pension classes of 600 - 700 EUR will be particularly and cumulatively affected by the reductions in the tax-free threshold.*

*It is important to recall that, following Article 9 of the TFEU, Regulation 472/2013 calls for a distributional impact assessment of macroeconomic adjustment programmes by requiring that the expected distribution of the adjustment effort be made public. Similarly, the President of the European Commission committed in his opening statement in the European Parliament's Plenary that "reform programmes will go in the future not only through a fiscal sustainability assessment, but also through a social impact assessment. (...) In future there will be no*

*adjustment programmes unless they are preceded by a thorough social impact assessment."*

*Therefore, we would like to ask the European Commission to conduct a comprehensive social impact assessment on the measures of the Greek programme as it has now been amended. This would allow the Commission to fulfil its legal obligation and political commitment and help the European Parliament to exercise its democratic oversight role on the Greek adjustment programme.*

Lettre co-signée avec Udo Bullmann, Sven Giegold, Dimitrios Papadimoulis  
et Ernest Urtasun à Jean-Claude Juncker, 14 juillet 2017



# INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES

## DROIT D'AUTEUR, JUSTE RÉMUNÉRATION DES CRÉATEURS

### La bataille en cours, c'est celle des contenus

Nous sommes dans un débat tout à fait essentiel sur le projet de rapport portant sur la réforme du droit d'auteur. Il s'agit de répondre à la question : comment adapte-t-on des droits existants à une nouvelle technologie ? Sur ce sujet, le groupe socialiste doit avoir de la mémoire.

Ce n'est pas la première fois que nous sommes confrontés à l'ouverture d'un nouveau réseau, et amenés à devoir décider comment, dans ce nouveau réseau, on protège d'un côté les producteurs et de l'autre les consommateurs. Et à chaque fois que nous n'avons défendu que les consommateurs, le groupe socialiste a perdu ses marqueurs. Je me méfie donc d'une ligne qui nous conduirait d'une manière, j'ose le mot, « populiste », à ne s'occuper que des consommateurs, et derrière lui des agents des plateformes qui n'ont que faire du soutien de la production, de la création et, en l'occurrence, des créateurs.

Revenons donc à l'origine du débat et replantons le décor. L'Union européenne, parce qu'elle a tenu ce raisonnement uniquement en faveur du consommateur contre le producteur, a laissé échapper entièrement l'industrie des télécoms. Elle voit aujourd'hui combien elle en paye le prix. La bataille en cours, c'est celle des contenus. Je ne pense pas que la ligne du groupe socialiste puisse être une ligne qui, au bout du compte, ne protégerait que le consommateur au détriment du producteur (...).

Sur la question de la responsabilité des plateformes, je n'accepte pas que le contenu des plateformes soit laissé en dehors de tout principe de filtre et de responsabilité. Je note d'ailleurs qu'ici, au Parlement européen, on en a l'expérience... Deux collègues du Front national sont poursuivis pour n'avoir pas modéré le contenu de leur plateforme où circulaient des propos racistes, antisémites et xénophobes. Ils sont aujourd'hui mis en accusation pour cela. Très concrètement la question du contrôle et de la modération des plateformes est posée. Il ne s'agit pas d'instaurer une censure, il s'agit d'appliquer les principes de responsabilité.

De la même façon, nous avons un problème sur la question de la chaîne

des valeurs et le revenu du partage des bénéfices publicitaires, vu le peu de confiance que nous avons dans la capacité des plateformes de la redistribuer aux créateurs eux-mêmes (...).

La stratégie du Groupe socialiste et démocrate doit être de faire vivre la culture européenne, de s'assurer que les consommateurs, les citoyens, les habitants de l'Union aient accès à une culture de qualité (...).

Le projet de rapport affirme un droit pour une rémunération équitable pour l'exploitation de leurs travaux en plus de la possibilité prévue par la Commission de demander une rémunération supplémentaire en cas de succès de l'œuvre. Cela va bien, y compris la possibilité pour les organisations représentatives d'intervenir dans le processus.

Mais il faut être cohérent : si on pense que cette affaire du droit d'auteur est une affaire importante, alors il faut soutenir l'idée d'un droit inaliénable à la rémunération. Partout nous disons que tout travail mérite salaire, à travail égal, salaire égal. Alors, parce qu'on aurait une nouvelle technologie, on n'aurait plus à travail égal, salaire égal ? Il y a là un problème de cohérence qui touche aux fondamentaux de notre famille politique, qui doit nous conduire à soutenir ce droit inaliénable à la rémunération.

Intervention au groupe de travail socialiste et démocrate « Numérique », 9 mai 2017

### Un premier pas vers la juste rémunération des créateurs !

(...) Aucune plateforme (et même aucun marché unique numérique) ne peut et ne pourra être viable sans contenus dus au travail des créateurs. Aujourd'hui, de nombreux membres des commissions ITRE et CULT partagent notre point de vue. C'est un premier pas vers une rémunération juste des auteurs dans le monde numérique. Le Parlement européen a dit clairement que les exemptions devaient s'appliquer uniquement aux fournisseurs de services en ligne qui sont réellement neutres et passifs, et non aux services jouant un rôle actif dans la distribution, la promotion et la monétisation du contenu au détriment des créateurs.

C'est la pré-condition pour corriger cette distorsion du marché et pour garantir que le marché numérique se développe de façon pluraliste et pérenne (...).

Communiqué de presse de l'Intergroupe industries culturelles et créatives (2C2I),

11 juillet 2017

## PRIX LUX

Depuis 2007, le Prix LUX décerné par le Parlement européen récompense « les films au cœur du débat public européen ». Cette distinction met en lumière les valeurs de l'Union européenne, par la récompense d'œuvres qui braquent les projecteurs sur ces sujets, comme cette année, la lutte contre le SIDA, le racisme, la dignité, le droit des minorités, la non-discrimination, ou encore la précarité, et reflètent la diversité culturelle de l'Europe.

Dans ce droit fil, ceux qui se battent pour faire vivre culture et création au Parlement sont mobilisés au sein d'un Intergroupe industries culturelles et créatives (2C2I) que je co-préside. Après les victoires sur l'exception culturelle, la numérisation et l'impression que sur Internet « tout est gratuit » changent la donne.

Les questions de juste rémunération des auteurs ou de partage équitable de la valeur entre ceux qui créent le contenu et les intermédiaires des réseaux obligent à mettre en place de nouveaux outils sur lesquels le Parlement est en train de légiférer. Au-delà, la culture et la création doivent être reconnues à la hauteur de la contribution qu'elles apportent à la société, non seulement en termes d'épanouissement, mais aussi, en termes de croissance et d'emploi, comme une industrie à part entière. C'est à ce titre que nous avons obtenu que ce secteur puisse bénéficier du Plan d'investissement, dit Plan Juncker ; ce sera un enjeu dans le cadre de la prochaine programmation budgétaire de l'Union européenne, que ce soit en termes de formation, de recherche ou de soutien dans la concurrence mondiale.

L'Union doit se donner les moyens de gagner la bataille des contenus.

Edito, novembre 2017

## STRATÉGIE INDUSTRIELLE

### **Il est temps que l'Union européenne comprenne l'importance des industries culturelles et créatives**

*(...) The Communication "Investing in a smart, innovative, and sustainable Industry - A renewed EU Industrial Policy Strategy" (COM (2017) 479 final) met a lot of critical voices in the European Parliament.*

*The Communication is an attempt to prepare a new EU Industrial Policy Strategy. The Communication especially refers to specific scope and industries, such as energy, steel, space, defence or manufacturing. A major part of the European economy is however not mentioned - the Cultural and Creative Industries.*

*To the members of the European Parliament this omission came as a surprise, since CCIs account for approximately 4.4% of the GDP of the Union (more than €550 billion). They provide more than 12 million full-time jobs in about 3 million companies. Only to illustrate these numbers - with 3.8% of Europe's work force the CCIs employ 2.5 times more people than the automotive manufacturers and 5 times more people than the chemical industry.*

*As such, the CCIs are an essential feature of our history and our future, a unique selling point for Europe and one of the fastest growing sectors of the European economy.*

*The disappointment we feel originates more specifically from the overall engagement of the Commission for the European Cultural and Creative Industries. The joint CULT and ITRE report "A coherent EU policy for cultural and creative industries" (2016/2072 (INI)), voted in December 2016, asked for stronger support for the European Cultural and Creative Industries (...).*

*Furthermore, we believe the inclusion of such an approach by the Commission at the starting point when drafting its proposal for the future MFF next spring would be a great step to create awareness for the CCIs. On top of all of this, we would like to reiterate our previous request for support: Also from the side of the Commission, any upcoming initiative concerning the European industry has to include the cultural and creative industries.*

*The EU has to take a leading role in promoting the important positive impact that the creative sectors have across Europe! We strongly believe that creative industries have a key role in reindustrialising Europe, are a driver for sustainable growth, for job creation and they are in a strategic position to trigger innovative spill-overs in other industrial sectors, such as tourism, retail, and digital technologies (...).*

Lettre co-signée notamment avec Christian Ehler à Jean-Claude Juncker,

23 novembre 2017



## INVESTISSEMENT

**Le plan d'investissement est une pierre dans la stratégie globale dont l'Union a besoin**

(...) Ce plan d'investissement est une pierre dans la stratégie globale dont nous avons besoin pour l'Union européenne si elle veut faire face aux défis qui sont les siens en termes d'investissements, et d'abord d'investissements durables.

Dans le premier débat, pour le premier plan d'investissement, mon groupe, avec quelques autres, avait voulu contenir une partie de l'investissement en faveur de la transition écologique à hauteur de 20 % ; cela n'avait pas été possible. Aujourd'hui, nous sommes à 40 %, nous ne pouvons que nous en réjouir.

Il faut aussi saluer un effet collatéral tout à fait positif de ce plan : c'est la façon dont il a conduit beaucoup d'États membres à s'inspirer du modèle des banques nationales de développement et de promotion pour favoriser la capacité d'élaborer, dans chaque Etat membre, des plans d'investissement qui sont aujourd'hui mieux sélectionnés et en développement.

Cela a aussi conduit à faire évoluer la gouvernance de la Banque européenne d'investissement, même s'il y a sans doute une marge de progrès. C'est la raison pour laquelle je me félicite que nous continuions à mettre l'accent pour que la Banque européenne d'investissement n'utilise pas les paradis fiscaux dans ses opérations et que le Parlement européen ait un rôle actif et visible dans le comité d'orientation (...).

Intervention en séance plénière, 12 décembre 2017

## MARCHÉS FINANCIERS, UNION BANCAIRE ET UNION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

### AUTORITÉ BANCAIRE EUROPÉENNE

#### Le hasard fait parfois bien les choses

(...) La première conséquence concrète du Brexit s'est jouée sur un coup de dés.

En politique, il faut avoir de la chance, ni Emmanuel Macron ni François Hollande ne nous contrediront : après plusieurs votes, c'est un tirage au sort qui a départagé Paris de Dublin pour accueillir l'autorité bancaire européenne (...).

En accueillant l'autorité bancaire européenne dans la ville des Lumières, nous voulons y voir une occasion pour les banques de contribuer vraiment au financement durable de la transition écologique, ainsi qu'une opportunité pour renforcer l'idée même de régulation.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 21 novembre 2017

### FINTECH

#### Les FinTech introduisent une révolution prometteuse qui nécessite un encadrement

Les « *FinTech* » introduisent une révolution prometteuse. Elles révolutionnent l'univers des sciences, des services financiers, notamment celui des prestations bancaires dont elles modifient toutes les facettes, qu'il s'agisse des moyens de paiement, de l'attribution des crédits ou encore de la gestion de l'épargne (...).

Comme toute avancée technologique, elles nécessitent un encadrement et cet encadrement s'avère nécessaire pour accompagner l'innovation en évitant les dérives. Il mérite d'ores et déjà d'être pensé autour de trois principes.

Tout d'abord, la préservation de la stabilité financière face aux cyberattaques et au manque d'informations mises à disposition des régulateurs par les « *FinTech* » sur leurs activités susceptibles de limiter la prévention des risques systémiques.

Ensuite, la protection des consommateurs exposés à des ventes frauduleuses, comme dans le cas des escroqueries aux transactions en ligne, liées au développement des plateformes connectées, au pillage, sinon au vol des données personnelles.

Enfin, l'incitation à la création d'emplois, car si l'écosystème des « *FinTech* » repose sur l'essor de jeunes pousses qui recrutent, l'automatisation des services financiers pourrait aussi bouleverser des myriades de métiers.

C'est dans cette perspective que l'attention des législateurs doit se porter en priorité sur : le renforcement des droits des consommateurs / investisseurs qui, dans un contexte de désintermédiation de plus en plus poussée, doivent pouvoir remonter la chaîne de supervision afin de signaler aux autorités compétentes les abus dont ils pâtissent, enjeu qui a été mis en lumière lors du travail législatif sur le règlement PRIIPs (Packaged retail investment and insurance products) ; la création d'un superviseur unique, dans le cadre de la construction de l'Union des marchés des capitaux et à l'occasion de la revue des agences de supervision, qui donnerait un pouvoir accru donné à l'ESMA (European securities and markets authority), notamment en termes de sanctions ; une réflexion autour d'une réforme de la fiscalité, en anticipation de la raréfaction du travail, potentiellement induite par le passage au tout numérique sur lequel s'appuient fondamentalement les *FinTech*.

Intervention en session plénière, 16 mai 2017

## FONDS MONÉTAIRES

### Il faut encadrer et réguler les fonds monétaires

Dès 2012 et 2013, le Conseil de stabilité financière et l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) avaient indiqué que nous devons légiférer au sujet des fonds monétaires à valeur constante (CNAV), qui ont joué un rôle systémique dans la contribution de la finance parallèle à la crise.

Je fais partie de ceux qui auraient préféré l'interdiction de ces fameux CNAV compte tenu du risque systémique et de ce qu'ils représentent pour ce système bancaire de l'ombre. Mais après deux tentatives dans ce Parlement, au cours de la législature précédente et de l'actuelle, et compte tenu de la situation de blocage au Conseil, je préférerais une situation qui permettait de trouver un compromis et d'avancer plutôt qu'un cas de figure où nous n'aurions pu adopter aucune législation, car au bout du compte, les plus heureux auraient été les gestionnaires de ces fameux fonds monétaires à valeur constante qu'il s'agit, à tout le moins, d'encadrer (...).

Intervention en séance plénière, 4 avril 2017

## FONDS DE RÉOLUTION

### Bientôt un *backstop* pour l'Union bancaire

#### L'existence du Fonds de résolution unique (FRU) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ne rend-elle pas la question du *backstop* moins urgente ?

Le FRU peut et doit être considéré comme un dispositif de secours en cas de défaillance avérée ou probable d'un établissement bancaire. Mais ce qui a été acté, à raison, lors des discussions sur le deuxième pilier de l'Union bancaire, c'est que le FRU serait lui-même doté d'un filet de sécurité au cas où il ne serait pas assez abondé pour faire face aux difficultés d'une banque : le « *fiscal backstop* », alimenté par de l'argent public. L'engagement a été pris en 2013 et réaffirmé deux ans plus tard par les ministres des finances européens, ce n'est plus une question. Dans cette perspective, l'utilisation d'une partie des ressources du MES pour remplir le rôle de filet de sécurité de dernier recours au FRU devrait n'être guère plus qu'une question technique !

Par ailleurs, j'observe que la zone euro ne se sert pas du FRU. Même dans le cas de Banco Popular, ou des banques italiennes (Veneto Banca et Banca Popolare di Vicenza), il n'a pas été sollicité. Et l'option paraît à peine avoir été envisagée.

#### Comment expliquez-vous que le FRU ne soit pas sollicité ?

Madame König, qui préside le Conseil de résolution unique (CRU), semble

peu disposée à s'en servir. Cela montre toute la difficulté de mettre en œuvre un outil dont certains États membres ne veulent pas.

### **Mais alors à quoi sert le FRU ?**

Il a servi d'abord à rassurer les marchés. Sa création illustre aussi l'intérêt de l'Union bancaire, puisqu'en faisant contribuer le secteur bancaire au sauvetage de l'un de ses membres, le FRU supprime les liens toxiques qui peuvent exister entre les difficultés d'une banque et celles d'un État membre.

*Interview, Revue Banque N°813, 26 octobre 2017*

### **Préparation du Conseil européen des 14-15 décembre 2017**

(...) Même en l'absence d'un gouvernement allemand, autre que faisant fonction, il y a des éléments sur lesquels nous avons besoin d'avancer, et notamment l'idée d'un filet de sécurité pour le fonds de résolution, car c'est un point qui sinon risque de bloquer beaucoup d'avancées dont nous avons besoin, quel que soit le calendrier électoral des uns et des autres.

*Intervention en séance plénière, 13 décembre 2017*

## **GARANTIE DES DÉPÔTS**

### **Il faut compléter l'Union bancaire, et rapidement**

Personne ne sera étonné que le groupe socialiste plaide fortement pour compléter l'Union bancaire afin que le troisième pilier soit enfin en place et que l'Union bancaire soit dotée de ce *fiscal backstop* (filet de sécurité) qui lui fait toujours défaut.

Nous ne souhaitons pas non plus que votre projet d'une union des marchés des capitaux vienne se substituer à cet achèvement de l'Union bancaire ou même que ce marché des capitaux soit un outil pour abaisser la qualité réglementaire.

Je ne sais pas si l'intransigeance peut être toujours bonne conseillère, mais je note que ceux qui demandent l'application la plus stricte des

règles du pacte de stabilité ne sont pas toujours les plus fervents partisans d'un déblocage des négociations sur le paquet EDIS (*European deposit insurance scheme*). Or, s'ils veulent restaurer la confiance des investisseurs privés, qui semble être l'alpha et l'omega de leur doctrine économique, il faudra bien qu'ils accélèrent le pas.

*Intervention en séance plénière, 14 février 2017*

### **Les eurodéputés S&D dénoncent le revirement de la Commission européenne sur l'Union bancaire**

Aujourd'hui, les socialistes et démocrates ont critiqué le projet de la Commission d'abandonner l'assurance complète des déposants dans la zone euro, connu comme le Système européen de garantie des dépôts (EDIS en anglais).

Pervenche Berès, porte-parole du Groupe S&D pour les affaires économiques et monétaires, a déclaré :

« Nous déplorons vivement l'intention de la Commission d'abandonner le projet de mise en place d'un véritable système européen d'assurance des dépôts, comme le suggère la communication adoptée aujourd'hui. C'est un coup dur pour l'achèvement de l'Union bancaire.

Les socialistes et démocrates considèrent que la réalisation de l'Union bancaire constitue une priorité essentielle pour assurer la reprise et la croissance dans la zone euro.

La Commission semble à présent s'aligner sur la position des conservateurs au Parlement européen. Nous ne pensons pas que d'écarter la position du Groupe S&D soit une stratégie raisonnable pour parvenir à un accord. » (...)

*Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 11 octobre 2017*

## PAQUET BANCAIRE

### Sur quels dossiers le Parlement européen espère-t-il progresser ?

On espère avancer sur le « paquet bancaire » de réduction des risques, et sur les différents textes touchant aux chambres de compensation. Ces derniers seront délicats, comme ils sont directement liés au Brexit. Mais il y a d'autres textes importants dans les cartons, comme le système européen de garantie des dépôts, le projet de produit d'épargne retraite européen et le plan d'action sur les services financiers de détail. Nous aurons aussi des rapports d'initiatives [non contraignants, exprimant une vue du Parlement, NDLR], notamment sur les régimes d'équivalence avec les pays tiers et sur la finance durable.

### Ne craignez-vous pas que les dossiers législatifs soient « contaminés » par les négociations sur le Brexit.

Jusqu'au jour du Brexit, les eurodéputés britanniques sont membres à part entière du Parlement européen, avec les mêmes droits et obligations. En même temps, tout le monde reste attentif à la question cruciale du statut des Britanniques après leur départ de l'Union européenne. C'est le cas, en matière bancaire et financière, sur les questions de régime d'équivalence avec les pays tiers : tout le monde veut que cela se passe bien, tout en ayant conscience qu'il y a des intérêts spécifiques à la zone euro (...).

Interview, *L'AGEFI*, 14 Septembre 2017

## PROSPECTUS

### Plus de transparence sur les marchés financiers

(...) J'aurais préféré que nous allions plus loin et que nous fassions de ce fameux résumé d'un prospectus un vrai outil d'accès à des investisseurs non professionnels en rapprochant son format de celui que nous allons utiliser pour ce qui est des produits d'investissement de détail dans le cadre de la législation sur les PRIIPs.

Mais, l'adoption d'un prospectus européen de croissance est une bonne nouvelle qui permettra d'élargir les conditions d'accès aux marchés des capitaux pour des petites et moyennes entreprises qui souffrent trop de la

politique de crédit restrictive menée par les banques.

L'amélioration des conditions de collaboration et de travail entre les autorités de supervision et de contrôle du pays d'origine et du pays de distribution des prospectus marque également un progrès.

Intervention en séance plénière, 4 avril 2017

## SURVEILLANCE DES MARCHÉS

### Les socialistes et démocrates au Parlement européen ont salué aujourd'hui le projet de la Commission européenne en vue de réformer l'architecture de surveillance microprudentielle des acteurs des marchés financiers.

L'architecture repose sur trois autorités : l'Autorité bancaire européenne (ABE/EBA), l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF/ESMA) et l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP/EIOPA).

Pervenche Berès, porte-parole du Groupe S&D responsable des affaires économiques et monétaires, a déclaré :

« Nous nous félicitons du projet de la Commission de renforcer et d'élargir le rôle des autorités européennes de surveillance. Il est important de renforcer leurs compétences en matière de surveillance directe des entités, compte-tenu de la spécificité de chaque marché, y compris de ceux des pays tiers, en particulier dans le contexte du Brexit. »

« Toutefois, nous resterons vigilants sur les détails de la gouvernance proposée et sur le contrôle démocratique que doit exercer le Parlement européen. Nous voulons également veiller à ce que cette réforme renforce la protection des consommateurs. Nous prenons acte de la proposition de la Commission visant à remplacer le conseil d'administration par un conseil exécutif. Ces nouveaux organes doivent être équilibrés en fonction des prérogatives de la Banque centrale européenne et permettre de véritables pouvoirs d'intervention et de médiation en cas de conflits transfrontaliers.

« Nous nous félicitons des dispositions relatives à la finance durable. Le changement climatique exige que de nouveaux risques soient pris en

compte dans l'évaluation de la stabilité financière. L'orientation du secteur financier vers des investissements favorisant la transition écologique est également un impératif. Dans l'ensemble, les propositions de la Commission vont dans la bonne direction. »

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 20 septembre 2017

## TITRISATION

### Les marchés financiers doivent apporter leur contribution au développement durable

Pour le groupe socialiste, l'idée que l'urgence était de relancer le marché de la titrisation, quand on sait la responsabilité de ce marché dans la crise dont l'Europe n'est pas encore totalement sortie et dont elle continue à subir certains des effets, n'allait pas de soi. Nous avons mis un certain nombre de conditions et soutenu l'idée d'une rétention par les banques, afin d'affiner leur responsabilité dans la production de ces produits financiers. Sur ce point, nous avons été un peu déçus. Pour autant, c'est une législation qui avance sur trois points.

D'abord, un rôle explicite pour le superviseur européen AEMF afin qu'il puisse être engagé dans une médiation obligatoire en cas de désaccord entre les différentes autorités compétentes. Cela va au-delà de ce que souhaitait le Conseil et je crois que c'est une bonne approche pour ne pas se perdre dans des conflits sans fin.

Ensuite, faire en sorte que cette titrisation ne puisse pas être basée dans les paradis fiscaux, notamment ceux figurant dans la liste des pays recensés par le GAFI (Groupe d'action financière) comme ne contribuant pas à la lutte contre l'évasion fiscale, dans le cadre des conventions de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique).

Enfin, s'agissant des hypothèques ou des prêts automobiles, on intègre des critères environnementaux en anticipant les travaux de la Commission européenne, que nous avons également introduits dans PRIIPs, et que nous continuerons à promouvoir, afin que les marchés financiers apportent leur contribution au développement durable de notre planète.

Intervention en séance plénière, 25 octobre 2017

## NORMES COMPTABLES

### Amortir les effets liés à l'introduction de la nouvelle règle comptable

(...) La question de l'impact de la norme IFRS 9 (Instruments financiers – comptabilisation et évaluation) sur la stabilité financière de l'Union reste posée, alors même que l'IASB (International accounting standards board) ne procède pas jusqu'ici à des études d'impact.

Il faudra répondre à certaines préoccupations quant aux risques d'effets procycliques de cette norme lorsque s'amorce une période de récession ou quant à la question de l'altération de la distribution des crédits entre activités, ou encore au risque de raccourcissement de maturité des prêts.

Cela nous conduit, en tant que Parlement, de la même manière que nous l'avions dit au moment de l'adoption de l'IFRS 9, à rappeler notre demande d'une évaluation sérieuse de l'impact de cette norme.

En effet, il nous faut nous assurer que cette norme ne fragilise pas les conditions de formation de l'investissement à long terme. C'est la raison pour laquelle nous voulons peut-être demander à la Commission de ne pas tarder dans l'examen de l'évaluation de l'impact de cette norme.

Il faut, dans cet esprit, rappeler les recommandations du rapport Maystadt, qui invitait à rejeter toute norme qui porterait atteinte à la stabilité financière de l'Union et à réfléchir à la possibilité pour l'Union européenne de faire du *carve-in*, c'est à dire d'ajouter à ce que propose l'IASB lorsqu'il définit une norme comptable.

Intervention en séance plénière, 29 novembre 2017



# PARADIS FISCAUX

## BANQUES

### ***Are big bank's profits in tax havens legal? The Commission must launch a full investigation and lift all doubts***

*(...)S&D Group spokesperson on economic and monetary affairs, Pervenche Berès added: "The revelations of the OXFAM report show that a large proportion of banks' profits are made via these tax havens despite the banks not employing a single person in the countries concerned. This reminds us of the Apple case which led to sanctions by the European Commission. These practices are clearly a breach of fair competition.*

*"We ask the Commission to launch a proper investigation to assess the potential infringement of competitions rules. Moreover, we are calling on the Single Supervisory Mechanism (SSM) to ensure that these practises are not representing a threat to financial stability. We need to be sure that the activities of the banks concerned in third countries are duly supervised by the SSM.*

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 28 mars 2017

### **Surveillance de l'utilisation des paradis fiscaux par les banques européennes**

En utilisant les données ACCIS (Assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés) issues du secteur bancaire, rendues publiques dans le cadre de la législation européenne sur les exigences de fonds propres, appliquée depuis janvier 2015, l'organisation OXFAM a publié le lundi 27 mars un rapport intitulé « Banques en exil : Comment les grandes banques européennes profitent des paradis fiscaux », soulignant que les vingt plus grandes banques européennes réalisaient le plus gros de leurs bénéfices dans des juridictions à fiscalité faible, alors que rien ne démontre la réalité de leur activité économique dans ces dernières. Le fait qu'aucun employé ne soit déclaré n'empêche pas ces banques de déclarer une importante partie de leurs bénéfices dans ces territoires où elles paient habituellement peu ou pas d'impôts.

En tant que responsable de la supervision de ces banques, nous vous adressons les questions suivantes :

- De quelle façon assurez-vous une surveillance efficace de ces pratiques bancaires dans les pays tiers ?
- Quelles informations additionnelles utiles pouvez-vous nous fournir dans ce dossier ?
- Quels risques de telles pratiques font-elles encourir à la stabilité financière du système bancaire ?
- Quelles mesures envisagez-vous de prendre pour remédier à ces risques ?
- Pouvez-vous souscrire au fait que d'autres mesures législatives doivent être élaborées ? Dans quels domaines ?

*Question avec demande de réponse écrite Z-073/2017 à la présidente du Conseil de supervision au sein de la Banque centrale européenne, 28 avril 2017*

## INTERMÉDIAIRES

### **Les concepteurs des stratégies d'évitement fiscal doivent également être sanctionnés**

Les eurodéputés S&D accueillent la proposition de la Commission européenne sur le rôle des intermédiaires comme « une nouvelle étape vers une plus grande transparence fiscale ». La porte-parole du groupe S&D pour les affaires économiques et monétaires, Pervenche Berès, a déclaré :

« Ils agissent principalement dans l'ombre, mais les Panama papers ont jeté une lumière crue sur le rôle des intermédiaires dans l'organisation et la planification fiscale agressive utilisées par les grosses multinationales et les grandes fortunes. Avec cette nouvelle proposition, la Commission entend résoudre le problème, ce qui est une bonne nouvelle. Les intermédiaires seront mis devant leurs responsabilités.

« Les conseillers fiscaux, qu'il s'agisse de banques ou d'expert-comptables, devront, par exemple, signaler aux autorités nationales tout mécanisme qui pourrait déboucher sur une réduction importante de l'imposition. Pour mieux faire face à la créativité des intermédiaires et couvrir une large palette de professions, une liste de caractéristiques spécifiques sera

annexée à la directive et régulièrement mise à jour pour définir ce qui est considéré comme une « planification fiscale agressive ». Cette proposition est un outil supplémentaire qui aidera les autorités nationales à identifier les failles potentiellement dangereuses dans leur système fiscal. »

« Nous sommes satisfaits que la Commission encourage les États membres à punir tout conseiller fiscal ne respectant pas ses obligations. Nous sommes fermement convaincus que les sanctions doivent être dissuasives et efficaces. Nous demandons à présent aux États membres de l'UE de respecter le niveau d'ambition énoncé dans la proposition de la Commission. »

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 21 juin 2017

## LISTE EUROPÉENNE DES PARADIS FISCAUX

***The EU blacklist of tax haven is only a first step; jurisdictions must respect their commitments***

*The Socialists and Democrats welcomed the blacklist of tax havens approved by EU finance ministers but warned the member states about the need to seriously follow-up on commitments and deplore the absence of dissuasive sanctions.*

*S&D Group spokeswoman on economic and monetary affairs, Pervenche Berès MEP, said:*

*“The Socialists and Democrats have been working for many years to get a European blacklist of tax havens. The EU is confirming its leadership by improving international rules to fight tax evasion and tax avoidance.”*

*“However, we deeply regret that the Council has watered down the listing criteria proposed by the European Commission which was credible and ambitious.”*

*“These criteria ended up by excluding de facto any EU member states.”*

*“As for the grey list, the reform pledges made by jurisdictions to avoid being blacklisted must now be followed by actions. Commitments in*

*writing are not enough; there should be clear deadlines on when this should enter into force. And, if deadlines are not respected, countries should be blacklisted. The EU needs to define quickly a precise calendar for the monitoring process and the update of the lists, which should be done before next summer (...).”*

*Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 5 décembre 2017*

## La liste rose des paradis fiscaux

Après de longs attermoiements, les États membres sont parvenus aujourd'hui à définir une liste « noire » des paradis fiscaux comprenant 17 États. Mais, disons-le clairement : c'est un premier pas en-deçà de nos attentes.

On aurait aimé saluer le courage des ministres de l'économie et des finances. Cependant, soyons sérieux deux minutes : en s'attaquant à la Mongolie mais pas au Qatar, qui peut croire que cette liste est le grand pas en avant que nous espérons dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ?

(...)Les États prennent une décision qui ne permet pas à l'Union européenne d'être là où on l'attend : le fer de lance de la lutte contre les paradis fiscaux. Certes, il existe une liste grise supplémentaire de 47 noms, mais celle-ci n'a à ce stade rien de contraignant.

Enfin, il y a l'éléphant au milieu du magasin de porcelaine : les critères définis excluent de facto la mise en cause d'un État membre... *LuxLeaks, Paradise Papers*, manifestement les 28 ministres de l'économie et des finances n'ont rien vu, rien lu, rien entendu ! Au Parlement européen, la semaine prochaine nous défendrons un amendement pour dire que l'Irlande, le Luxembourg, Malte et les Pays-Bas constituent des paradis fiscaux.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 5 décembre 2017



## PANAMA PAPERS

### Il faut faire la lumière sur les pratiques d'évasion fiscale hors et dans l'Union

(..) Après avoir partagé un constat sur le scandale que représente l'évasion fiscale ou la fraude fiscale, le PPE demande des votes séparés ou a déposé des amendements qui visent toujours à élargir le champ des exceptions ou à diminuer le champ d'application des législations que nous mettons en œuvre (...).

S'agissant de la liste des paradis fiscaux, je soutiens les amendements de mes collègues qui doivent permettre de faire la lumière sur les pratiques au sein de l'Union européenne.

*Intervention en séance plénière, 12 décembre 2017*

### Lutte contre les paradis fiscaux : quand on veut, on peut

(..) Le Parlement européen a adopté des préconisations fortes pour renforcer l'encadrement des intermédiaires financiers, séparer les activités d'audit et de conseil fiscal, et celles de conseil aux administrations fiscales et aux contribuables privés, mais aussi pour mieux protéger les lanceurs d'alerte (...).

Ce rapport définit aussi plus précisément ce qu'est un paradis fiscal : si les juristes de la Commission européenne parviennent à définir juridiquement le kebab – « broches de viande congelées verticales » – ils doivent être capables de faire de même avec les paradis fiscaux. Sinon qu'ils reprennent celle que nous avons adoptée ! (...)

Nous condamnons le vote de la droite qui n'a pas été capable d'appeler un chat un chat, en refusant de désigner les paradis fiscaux qui existent au sein même de l'Union européenne, tout comme son refus d'envisager un taux d'imposition effectif minimum. Ce n'est que partie remise (...).

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 13 décembre 2017*

## PARADISE PAPERS

### Paradise Papers : l'enfer de l'impunité fiscale

La liste des scandales relatifs à la fiscalité était déjà longue : *Panama Papers*, *LuxLeaks*, *SwissLeaks*... Ces scandales nous ont permis de renforcer la législation à l'échelle européenne, dans des proportions encore trop modestes, en raison du blocage persévérant et coupable de quelques Etats, mais dans la bonne direction, celle de la transparence, de la responsabilité, de la traçabilité et de la coopération.

Les nouvelles révélations publiées doivent aider à aller plus loin : les paradis fiscaux qu'on nommerait plus adéquatement les trous noirs fiscaux, agissent en toute impunité, en profitant de la compétition que se livrent entre eux les Etats. Pour les démocraties de l'OCDE, pour leurs contribuables et leurs économies, c'est un jeu à somme négative : tout le monde y perd. Il est temps de passer, vis-à-vis de ces petites juridictions qui offrent des présences physiques à des entreprises sans activité réelle, à une approche décidément plus coercitive. Le plus urgent est donc que les Etats de l'Union, au Conseil, cessent d'amenuiser la liste européenne des paradis fiscaux en cours d'élaboration. Des Etats européens empêchent aujourd'hui qu'on considère qu'un taux de 0% d'impôt suffise à caractériser un paradis fiscal.

Autre urgence : trouver un accord ambitieux sur le projet d'assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés (ACCIS).

(..) Il y a une exaspération légitime chez nos concitoyens qui se rendent compte que l'un des grands principes de nos démocraties – l'égalité devant l'impôt – est bafoué et miné par ces pratiques. Ils attendent des actes, car ils savent que chaque année 1000 milliards d'euros échappent à l'impôt en Europe (...).

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 6 novembre 2017*

### **Britain criticised in letter by MPs and MEPs for failing to take action on tax havens**

*We, the undersigned parliamentarians, are deeply concerned by recent*

*revelations from the 'Paradise Papers' investigation.*

*We regret that some governments, not least the British government, have failed to learn the lessons from the previous 'LuxLeaks' and 'Panama Papers' scandals. In particular, we are concerned that insufficient progress has been made to ensure that investment vehicles like trusts are sufficiently transparent. We are also concerned that tax havens, like those involved in the Paradise Papers, have been able to continue with highly opaque company and trust registration models. It has also been disappointing to see some countries try to block measures against tax havens like the EU's blacklist of tax havens.*

*We call together for all governments to place renewed emphasis on tax transparency and fully implement Public Country-by-Country Reporting. In particular, we call for information on trusts to be made publicly available, and for all tax havens to be forced to automatically share information with international tax authorities. We also call for stronger regulation of intermediaries, including penalties for those proven to be involved in tax evasion, aggressive tax avoidance or money laundering.*

*Failure to act against aggressive tax avoidance and evasion is depriving public services of desperately-needed funding. It also enables some multinational companies to unfairly undercut many small and medium-sized businesses. The Paradise Papers must act as a wake-up call to deal with industrial-scale tax dodging, once and for all.*

Lettre ouverte co-signée notamment avec Anneliese Dodds, députée britannique,  
10 novembre 2017

### **Paradise Papers : vraiment une surprise ?**

(...) Il y a une complicité des États membres. Les citoyens en ont assez de découvrir jour après jour de nouvelles listes, de nouveaux papiers. Le papier qu'ils veulent voir, c'est celui que vous devrez adopter le 5 décembre, à savoir la liste des paradis fiscaux, tels que l'Union européenne doit les considérer. La liste qui est actuellement en vigueur est celle de l'OCDE. Sur cette liste, parmi les 19 pays et territoires visés par les « *Paradise Papers* », un seul est considéré comme un paradis fiscal, cinq sont « largement conformes » et un « partiellement conforme » ? Il y a visiblement des trous (...).

Intervention en séance plénière dans le cadre du débat sur les « *Paradise Papers* »,  
14 novembre 2017

## **POLITIQUE MONÉTAIRE**

### **On ne peut accuser la Banque centrale européenne de tous les maux**

Certains ont voulu ouvrir ici un débat que nous menons de manière régulière grâce au rapport annuel sur la Banque centrale ou dans les auditions avec M. Draghi.

Il faut dire la vérité, car en dépit des incertitudes géopolitiques auxquelles elle est confrontée outre-Manche et outre-Atlantique, la politique monétaire qui est menée est une politique adaptée, quels que soient les défis économiques que nous traversons. La zone euro affiche en conséquence une résistance plus forte que celle qui a pu être anticipée. Sa croissance, on l'a dit, devrait atteindre 1,7 % cette année et 1,8 % l'année prochaine.

Cette bonne séquence n'est pas le fruit du hasard, elle doit beaucoup au soutien d'une politique monétaire exceptionnelle. Oui, la reprise reste trop faible et les divergences demeurent trop fortes au sein de la zone. Mais, la Banque centrale ne mérite pas de porter le fardeau de cette responsabilité. Les conditions de financement n'auraient jamais été aussi favorables si elles n'avaient pas été poursuivies courageusement, avec indépendance, dans le cadre d'un mandat qu'elle a su interpréter dans l'intérêt des Européens.

Du côté de la supervision, des ajustements seront peut-être rendus nécessaires dans le cadre de la revue des autorités de supervision européenne. Toutefois, ils ne devraient en aucun cas remettre en cause le mécanisme de surveillance unique, le MSU, ce dispositif fondamental de l'union bancaire qui rend possible le contrôle direct d'environ 130 groupes bancaires, y compris – comme vient de le rappeler la Cour à propos de la Landeskreditbank de Bade-Wurtemberg – détenant au total plus de 21 000 milliards d'euros d'actifs, et représente sans conteste un pas en avant vers l'application du corpus de règles prudentielles cohérent dans l'ensemble des pays de la zone euro.

L'exigence de supervision est d'autant plus critique aujourd'hui puisque la Banque centrale devra jouer un rôle de premier plan pour répondre aux questions d'ordre systémique que pose la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, notamment celle de la supervision des chambres de compensation britanniques et celle de l'avenir de la compensation des

contrats libellés en euros.

Au-delà du risque d'assouplissement réglementaire post-Brexit, la Banque centrale européenne devra enfin prendre à bras-le-corps la problématique épineuse des prêts non performants, les NPL. À cet égard, la publication, en mars dernier, de ses lignes directrices concernant le traitement de ces créances douteuses constitue un progrès qui permettra d'améliorer le dialogue quotidien entre les banques et leurs superviseurs. Il faudra néanmoins aller plus loin pour résoudre ce problème en envisageant, en priorité, l'instauration d'un véritable cadre européen qui autoriserait les entreprises de gestion d'actifs dédiées à recueillir ces crédits non productifs.

Intervention en séance plénière, 17 mai 2017

## SOCIAL

### DIRECTIVE DÉTACHEMENT DES TRAVAILLEURS

#### **La révision de la directive relative aux travailleurs détachés : une première étape dans la lutte contre le *dumping* social**

(...) Après 7 mois de négociations au sein du Parlement européen, la commission de l'Emploi et des affaires sociales a adopté le mandat de négociation du Parlement européen sur la révision de la directive concernant les travailleurs détachés.

Ce mandat comprend : le principe « à travail égal, salaire égal sur un même lieu de travail » applicable à partir du premier jour de détachement ; l'obligation de prise en charge par l'entreprise détachante des frais liés au détachement (transport, hébergement, restauration) et de sans déduction de la rémunération du travailleur ; la possibilité pour les Etats membres en cas de sous-traitance d'appliquer aux sous-traitants les conditions de rémunération applicables au contractant principal (...).

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 16 octobre 2017

#### **La poudre de perlimpinpin d'Emmanuel Macron**

Les Etats membres ont adopté leur position de négociation sur la révision de la directive sur le détachement des travailleurs. Cet accord marque une défaite de la France alors que le Président de la République française avait fait du passage de 24 à 12 mois la revendication phare de la France. La durée moyenne de détachement d'un travailleur est pourtant de 98 jours. Pourquoi avoir cédé sur des points réels pour obtenir une mesure inutile, le passage à une durée de 12 mois, qui s'est transformée à 18 mois de fait avec les 6 mois supplémentaires après notification ?

Pour arracher ce point, inutile sur le fond, la France a fait perdre de nombreux mois dans la révision de la directive sur le détachement des travailleurs. Elle a abandonné des avancées réelles, notamment en acceptant le report des mesures indispensables pour empêcher le dumping social dans le secteur du transport routier, conditionnées à l'adoption de nouvelles règles dans le cadre du paquet mobilité (...).

Le Parlement européen a adopté sa position de négociation (...). Nous prendrons nos responsabilités pour défendre la justice sociale pour tous en Europe, qui passe par l'extension de la base légale du détachement pour qu'elle ne repose pas uniquement sur la libre prestation de services, mais intègre également la nécessité de protéger les droits des travailleurs, de tous les travailleurs. C'est le moyen pour que la Cour de Justice de l'Union européenne prenne enfin au sérieux la lutte contre le *dumping* social !

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 24 octobre 2017

## DROIT SYNDICAL

### Les ouvriers de Nissan Canton doivent pouvoir choisir librement de se syndiquer

J'ai exprimé mon soutien aux travailleurs de l'usine Nissan à Canton dans le Mississippi.

Les ouvriers de cette usine, très majoritairement afro-américains, sont empêchés de se syndiquer et sont l'objet de nombreux chantages de la part de la direction de Renault-Nissan (menaces de délocalisation, intimidations, vexations, menaces d'impact sur les avancements, etc.).

Le Sénateur Bernie Sanders sera à la tête d'une marche devant l'usine Nissan le samedi 4 mars, marche à laquelle je me suis associée par une vidéo.

Les ouvriers de Nissan Canton doivent pouvoir choisir librement de se syndiquer ou non et obtenir l'organisation d'une élection syndicale non faussée et libre de toute pression de la direction.

Edito, 3 mars 2017

## ECONOMIE NUMÉRIQUE

### Défendre les droits sociaux des travailleurs dans l'univers numérique

*Digital technologies have brought about, and will continue to bring about, deep changes to the world of work. These have been brought to the forefront by a multiplication of social conflicts and of lawsuits*

*against Uber, Airbnb and other similar companies, and by widespread media coverage. These changes apply to jobs where IT is the main tool, but also to those in which digitalisation happens through phone apps, with a highly variable but very widespread impact. Whether in terms of workplace, working time, social contribution, collective bargaining, taxation or economic model, the ongoing digitalisation process has an impact on workers across Europe.*

*As is often the case, there are two sides to the coin. One side is positive, with the advantages and the comfort of use brought by digital technologies. The other side of the coin raises many questions. What happens to data protection, to the rights of content producers and more generally to the relevant legislation in an ever more fragmented, internationalised and dematerialised economy?*

*What happens to the organisation of work and social protection as we know them, when digital platforms that use apps to match services with demand blur the definitions of employee, employer, service provider and even worker?*

*We have to embrace technological progress. But we cannot allow this to turn back the clock to the era of day labourers and nineteenth-century working conditions. On the contrary, we should make sure technological progress does not undermine the standards set out in the European social acquis. This is the aim of initiatives such as the right to disconnect, or the creation of a professional activity account ensuring the portability of rights from one job to the other. This is also the aim of lifelong learning, which should enable workers to adapt to the evolution of their work throughout their careers.*

*Finally, it is the aim of an extended safety net against unemployment that better takes into account the professional transition workers experience throughout their lives.*

*With the PES Social Europe Network, we have put forward proposals to meet the challenge. By accommodating these new tools while maintaining our high social standards, we can make the best of the new realities of work.*

*Brochure du Parti socialiste européen (PSE) sur l'économie numérique,  
28 septembre 2017*

## **PES to underline its contribution to EU social pillar and gig workers' rights at summit in Tallin**

*PES has been the driving force in shaping the European social pillar and supporting workers in the digital economy — a fact that will be made clear once again at today's informal EU leaders' summit in Tallinn.*

*PES president Sergei Stanishev and two chairs of PES networks wrote yesterday to all PES heads of state and government, Commissioners and deputy prime ministers, summarising PES action to date on the social pillar and emphasising the importance of concrete progress in Tallinn.*

*The letter from Mr Stanishev, Pervenche Berès MEP, chair of the PES social Europe network, and Nicolas Schmit, Luxembourg minister for labour, employment and social affairs and chair of the PES employment and social policy network was sent yesterday after the regular meeting of the PES Social Europe Network in Brussels.*

*In the letter, which focused particularly on the digital revolution and its impact on workers' rights, Ms Berès, Mr Schmit and Mr Stanishev wrote: "To avoid precarious work and unfair competition, we must establish a level playing field between all workers, whether online or offline. We want to ensure the same level of social protection applies to all workers. The European Digital Summit in Tallinn is a crucial opportunity to set this direction: technological progress must translate into social progress for all of Europe."*

*"We believe that the European Pillar of Social Rights offers an opportunity to rebalance economic freedoms with social rights, to redirect technological progress to the benefit of workers. We also believe that new proposals in the framework of a Social Action Plan are needed."*

*Commenting on the letter, Mr Stanishev added:*

*"The Party of European Socialists has long fought for the European Union's economic freedoms to be matched with personal freedoms and social rights."*

*"Time is running out. That's why our leaders will advocate not just the social pillar but a concrete action plan, including vital measures to*

*fight poverty, promote equality, improve young people's prospects and ensure that all workers benefit from social protections, even in the digital economy."*

*"Now we look to leaders from other political parties, primarily the EPP, to follow our lead — so we can finally make concrete progress on this vital issue."*

Communiqué de presse du PSE, 28 septembre 2017

## **Il faut traiter la dimension sociale de l'univers numérique**

La présidence estonienne est associée à une image très positive sur le numérique (...).

Vous ne pouvez pas attendre le dernier moment pour traiter de la dimension sociale de l'univers numérique. La question de l'accessibilité vient d'être posée, mais il y a aussi celle du statut des travailleurs dans le domaine du numérique, et de ce point de vue-là, l'accès à une protection, à la portabilité des droits, à la formation, à la possibilité de mener des revendications collectives, est un défi nouveau pour le droit social que la présidence doit aussi aborder.

Puis, bien sûr, il n'y aura pas de justice sociale pour les travailleurs du numérique s'il n'y a pas une fiscalité adaptée et, de ce point de vue, les initiatives qui sont lancées ici ou là, un peu dans le désordre, ne doivent pas miner la vraie réforme de la modernité dans le domaine fiscal, qui est celle de l'impôt sur les sociétés.

Intervention en séance plénière, 4 octobre 2017

## **MCDONALDS**



@PervencheBerès 7 mars 2017  
Pervenche Berès a retweeté EFFAT

**Emploi plus précaire, structure fiscale agressive et maintenant loyers surévalués ! Où s'arrêtera @McDonalds ? @EFFAT\_Press**



## PILLIER DES DROITS SOCIAUX

### **PES positions to the Commissions reflection papers on the European Pillar of Social Rights and the Deepening of the Economic and Monetary Union**

*This year, the EU is celebrating its 60th anniversary. It is also at a turning point of the common path that brought us peace, prosperity and stability. The white paper on “the Future of the EU” that your Commission put forward marks the start of a crucial, in-depth discussion to be dealt with in parallel to the Brexit negotiation. The Party of European Socialists is deeply committed to this process. With this letter we bring our contribution for the two first landmarks you have identified on the path to building the union of the future, the European Pillar of Social Rights and the future of the Economic and Monetary Union.*

*Europe faces huge challenges that require a better European Union: creating quality jobs and growth, fighting poverty and social inequalities, guaranteeing security and handling migration flows, promoting and strengthening the rule of law, empowering and protecting citizens, ensuring energy security and sustainable climate policies, and fostering economic, social and territorial cohesion. The financial crisis in 2008 hit hard and it exacerbated the existing inequalities within countries and between member states. Europe has not yet recovered from it. This, in a context of growing instability and geopolitical changes at our European borders and under-regulated globalisation.*

*For many Europeans, the EU has become the face of austerity. The institutional complexity of the European institutions, combined with a need for more clarity and transparency, have created a distance between Europeans and their Union. It also turned the EU into an easy scapegoat. We must therefore regain citizens’ trust in the EU. The EU must reinvent itself, or it faces the risk of disintegration. Too many national-populist forces are already rejoicing over the perspective. This appeals to a heavy sense of responsibility.*

*We at the Party of European Socialists strongly reaffirm our joint commitment to the European Union, firmly believing that Europe is successful when we overcome narrow self-interest in the spirit of solidarity. We want the EU to play again its role as the best tool to bring prosperity, progress, protection and equality for its 500 million citizens.*

*We fight for a Europe that brings economic and social convergence, ensure a fair distribution of economic wealth and deepen social cohesion across the Union.*

Lettre co-signée à Jean-Claude Juncker, 25 avril 2017

### **PES delegation meets Juncker to press for Social Action Plan**

*Representatives of the Party of European Socialists today met Jean-Claude Juncker and Commissioner Marianne Thyssen to present their vision for the future of Europe – and demand that the European Commission complements its well-intentioned declarations on a European pillar of social rights with a concrete Social Action Plan (...).*

*Pervenche Berès said:*

*“Europe’s social pillar must be a vital part of mainstream policy-making, not an optional extra. And if there are areas of policy where social protections and economic freedoms clash, the social agenda must take priority.”*

*“All workers should enjoy protection, including those working in the modern digital economy, irrespective of their status. And the social agenda must also be taken into account when planning the future governance of the eurozone, with a eurozone budget to allow investment in our social priorities.”*

Communiqué de presse du PSE, 12 juin 2017

### **L'Europe sociale mérite plus que de la communication...**

*(...) The proclamation a European Pillar of Social Rights (EPSR). will be made in the Social Summit in Göteborg, 17 November 2017 by three leading members of the EPP family – Jean-Claude Juncker, Donald Tusk, and Antonio Tajani. We should not be naive, but lucid. They will use this moment to position themselves as the defenders of a social Europe, to fill in Jean-Claude Juncker’s empty triple A social agenda and despite the fact that this Commission has so far had very limited initiative in the*



*social field, and despite an EPP Group constantly obstructing our best efforts to take social rights further in the European Parliament. We should not have a short memory. The dire management of the financial crisis, through which brutal austerity provoked a double-dip recession, threw many million Europeans unnecessarily into long term unemployment, and made poverty and social exclusion explode across Europe, is primarily to be attributed to an EPP-led European Commission under José Manuel Barroso and to an EPP-affiliated German Finance Minister, Wolfgang Schäuble. If Social Europe today is in such a poor state, it is largely the responsibility of the EPP family. A careful analysis of what the EPSR is, and what it is not, is necessary before undue enthusiasm takes over in our ranks. The EPSR is not a Social Protocol annexed to the Treaties, as we have been calling for so long, and today there is no evidence to support the idea that the Pillar would later on be transformed into a Protocol. Furthermore, what would be the value added of this, as the principles included in the Pillar are essentially already in the Treaty and in the Charter. The EPSR is not a new set of social rights. The EPSR does, in itself, not create any legal progress for Social Europe. The Pillar is essentially a recuperation of social principles and rights already contained in politically and legally more important texts – the Treaty on the Functioning of the European Union and the Charter of Fundamental Rights (...).*

*Instead of spending a full three years of this mandate to arrive at such a proclamation, the institutions should have invested this precious time in strengthening workers' rights in actual legislation and reinforcing policies and instruments to fight poverty and reverse inequalities. This is the message an assertive and engaged S&D Group should be heard by.*

Lettre ouverte co-signée par 28 députés au Groupe socialiste et démocrate  
sur le pilier des droits sociaux, 7 Novembre 2017

### **Une Europe qui joint le geste à la parole et prend son virage social**

(...) Le socle européen des droits sociaux, une série de vingt principes qui replace les préoccupations sociales à l'agenda politique, marque un pas dans la bonne direction. Cependant, ces principes ne peuvent être une fin en soi. Pour renforcer efficacement notre modèle social et réduire les inégalités, pour garantir des normes sociales élevées et des négociations

collectives solides, il est désormais crucial d'aller de l'avant. L'Europe ne se relèverait pas d'un échec qui éroderait davantage la confiance de ses citoyens. Une fois cette confiance perdue, la reconquérir est loin d'être tâche facile (...).

Une Union européenne qui tient ses promesses est une Union européenne où nous percevons toutes et tous des salaires décents. Nous devons tout mettre en œuvre pour mettre fin au *dumping* et à la stagnation des salaires. Plusieurs institutions, notamment la Banque centrale européenne, partagent cet appel. Le salaire des citoyens européens doit être revu à la hausse. C'est pourquoi nous demandons un Plan d'action sociale susceptible non seulement de promouvoir des négociations collectives aux niveaux sectoriel et national dans tous les pays, mais également de consolider les mécanismes de salaires minimums, là où ils existent, à un niveau supérieur au seuil de pauvreté fixé à 60 % du revenu médian national (...).

Pour une Europe réellement sociale, la Commission et le Conseil doivent placer les citoyens européens au cœur de toute décision prise dans le cadre de la coordination économique du Semestre européen. Ils doivent reconnaître le caractère productif des investissements sociaux et la contribution de la protection sociale à la résilience de nos économies. Qui dit gouvernance économique progressive dit coordination au niveau de l'UE des politiques économiques, sociales et d'emploi, dans l'optique d'atteindre les objectifs de la Stratégie Europe 2020 et les Objectifs de développement durable (...).

Tribune collective parue dans plusieurs quotidiens européens, 16 novembre 2017

# SOCIAL-DÉMOCRATIE

## La social-démocratie est morte, vive la social-écologie !

En Europe, à gauche, de nombreux partis politiques se sont revendiqués d'un progressisme modéré et pragmatique dont l'ambition était de corriger les effets du capitalisme plus que de le combattre. Cette social-démocratie ne fait plus, aujourd'hui, ni consensus, ni recette : elle s'est fracassée sur la mondialisation, les nouvelles technologies et la crise de 2008.

Le mal vient de loin : le congrès du SPD de Bad Godesberg en 1959 accepte de servir l'économie dite sociale de marché tandis que la troisième voie de Tony Blair fait glisser la social-démocratie vers le social-libéralisme. La gauche française a longtemps résisté à cette orientation ; lorsque François Mitterrand arrive au pouvoir en 1981, il contribue à un certain rééquilibrage de la social-démocratie européenne y compris en imposant le thème de l'Europe sociale. Mais, le PS français finira par faire siens en 2008 les principes de Bad Godesberg sans les réviser, alors même qu'il est trop tard pour cette doctrine. Les outils qui naissent de ces concepts ne sont plus adaptés pour transformer le réel alors qu'après la chute du mur de Berlin, avec le développement des nouvelles technologies et la mondialisation, l'explosion d'un capitalisme financier internationalisé menace les modes nationaux de solidarité et de redistribution et provoque l'accroissement des inégalités.

En s'accommodant d'une fonction de gestionnaire crédible du capitalisme, la social-démocratie européenne a sacrifié la question du travail et laissé s'installer le dérèglement climatique. Les citoyens les plus vulnérables, les ouvriers, les employés, les salariés, ceux qui comptaient sur la gauche au pouvoir pour porter leurs aspirations au progrès et à la transformation sociale se sont sentis abandonnés, dépassés, menacés par un monde de plus en plus globalisé où les règles semblent toujours profiter aux plus forts. Faute d'avoir su répondre aux exigences de la transition dans l'accompagnement de ceux qu'elle avait vocation à défendre, elle a laissé se développer une classe de déshérités qui ne croit plus au progrès social et se tourne parfois vers le repli et le nationalisme. Reniant ses idéaux fondateurs, contribuant au brouillage des clivages, la social-démocratie connaît, presque partout en Europe, des défaites électorales majeures. C'est d'autant plus troublant que l'on aurait pu imaginer qu'avec la grande

crise née en 2007, sa capacité à la régulation était la bonne réponse, mais en réalité, elle n'a pas su prendre ses distances avec des politiques d'austérité dont on souffert les plus faibles.

La social-démocratie pour retrouver sa crédibilité doit redevenir efficace d'abord dans le soutien de ceux qu'elle a vocation à représenter. Alors que la mondialisation, la financiarisation de l'économie et l'évolution des technologies induisent une nouvelle révolution et une nouvelle géographie des modes de production, elle doit trouver les moyens d'armer les classes moyennes et populaires vers la transition écologique. Ce sont elles les premières victimes des mutations du capitalisme et du travail, du dérèglement climatique et des vagues de migration. Pour cela l'éducation et l'accroissement de la qualification des emplois créés sont les priorités absolues. Elles supposent un changement de paradigme des politiques économiques européennes et la reconstruction d'outils de solidarité à l'échelle européenne comme une indemnité chômage minimum, un nouvel âge du « *welfare state* ». L'outil de ce changement, c'est d'abord la reconstruction d'une capacité distributive et donc une lutte sans merci contre la fraude et l'optimisation fiscale qui sapent les bases de toute justice sociale, pour le prélèvement de la nouvelle source de richesse là où elle est créée à l'heure de l'économie numérique, de la montée en puissance de la Chine, de la victoire de Trump aux Etats-Unis ou du Brexit. C'est aussi, l'obligation de mettre en œuvre le juste échange.

Elle doit le faire car sinon, la tentation est grande de réorganiser le débat politique entre les gestionnaires de l'économie sociale de marché, en réalité le capitalisme moderne triomphant, et ceux qui se sentent exclus du système, les *ins* et les *outs* ; le « ni gauche, ni droite » abolit la capacité d'alternance, le socle de la démocratie. Il installe la victoire du capitalisme contre la démocratie.

C'est le devoir de la social-démocratie, en rassemblant les gauches, à l'échelle de chacun des Etats et de l'Union toute entière ; démocratie, justice sociale et social-écologie sont nos leviers pour remettre la planète en ordre et empêcher les droites extrêmes et nationalistes, l'extrême droite de prospérer sur la peur d'un monde qui change vite. Bâtitsons à l'échelle européenne une gauche moderne, une gauche européenne, une gauche de gouvernement capable de porter les espoirs des plus démunis.

# SOMMETS ÉCONOMIQUES MONDIAUX

## Au G7 de Taormine, l'Union doit s'exprimer d'une voix forte pour défendre les intérêts des Européens

L'Union européenne a un programme de travail pour la rencontre à Taormine : la défense des intérêts des Européens. À ce titre, la Commission doit défendre l'intérêt général de l'Union. Or, compte tenu de ce qui se passe, notamment à Washington, on voit bien que ce mandat nécessite des éléments très forts.

Tout d'abord en ce qui concerne la défense de l'accord de Paris : faire reculer les inégalités, combattre le populisme, c'est aussi lutter contre le changement climatique et accompagner la transition écologique sur la base de ce qui a été conclu avec succès lors des accords de Paris. Toutefois, on constate aujourd'hui qu'un vent mauvais souffle à Washington, qui vise à remettre en cause ces accords au motif qu'on ne demanderait pas la même chose à un partenaire comme la Chine. Il appartient à l'Union européenne de redire haut et fort que cet accord est dans l'intérêt de tous et qu'il doit aujourd'hui être mis en œuvre.

Un autre vent mauvais souffle aussi à Washington, qui voudrait que l'on organise la déréglementation bancaire, alors même que la grande crise que nous connaissons – dont nous ne sommes pas encore totalement sortis – est née de la folie du secteur bancaire américain, et qui voudrait que tous les garde-fous, comme la spéculation pour compte propre, la protection des consommateurs ou l'impossibilité pour des opérateurs de marché d'agir dans leur propre intérêt avant d'agir dans l'intérêt de leur client, soient remis en cause par la nouvelle administration américaine. Sur ces thèmes, aussi, nous attendons que l'Union européenne s'exprime d'une voix forte.

Intervention en session plénière, 17 mai 2017

## G20 : lutter contre les paradis fiscaux et favoriser les investissements dans la transition écologique doivent être les priorités défendues par l'Union

Le multilatéralisme est dans l'ADN de l'Union européenne. Le G20 se

tiendra au centre de l'Europe à un moment où, à la fois, le Brexit et le gouvernement Trump en nient la valeur.

Pour chacun des chefs d'État ou de gouvernement qui participera à ce G20, il y a une double tâche. Dans le G20 lui-même, il faut faire en sorte que ce que dit le bras gauche cesse d'être ignoré par le bras droit. On ne peut pas avoir joué ce rôle exemplaire dans la conclusion de l'accord de Paris lors de la COP 21 et laisser une finance qui, dans les enceintes de Bâle, fait fi des objectifs du financement de la transition écologique.

Pour cela, les travaux qui ont été menés par le groupe de réflexion intitulé « *Task force on climate related financial disclosure* » (TCFD) doivent être soutenus, alors que le gouvernement Trump veut ignorer toutes les conclusions auxquelles il est parvenu sous l'égide de M. Bloomberg. La Commission doit dire aux États membres combien ce groupe de réflexion doit être soutenu et à quel point il est important que ses conclusions deviennent la feuille de route du G20.

Pour l'Union européenne, cela signifie que, dans chacune des instances, d'abord à Bâle, mais aussi au sein du Conseil des normes comptables internationales (IASB), la Commission défende, et concrétise sous forme d'une régulation des marchés, ces exigences d'un changement du climat d'investissement en faveur d'une transition vers le financement des investissements à long terme, des énergies renouvelables au détriment des économies fossiles, qui continuent à irriguer trop de critères d'excellence de l'économie européenne.

Sans oublier ce rendez-vous sur la lutte contre les paradis fiscaux : la proposition de l'OCDE, d'une liste qui ne contiendrait plus que Trinité-et-Tobago, ne peut pas être la feuille de route de l'Union européenne. Nous comptons sur chacun des acteurs européens dans ce G20 pour porter une voix forte. Que la lutte contre les paradis fiscaux reste une priorité !

Intervention en séance plénière, 5 juillet 2017

# UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

## BUDGET DE LA ZONE EURO

### La zone euro est le socle le plus fort sur lequel on peut construire l'Europe de demain

Parfois l'histoire se répète, parfois l'histoire bégaie.

En décembre 1998, Alman Metten, rédigeait au Parlement européen un rapport pour demander la mise en place d'un mécanisme d'ajustement aux chocs asymétriques au sein de la zone euro. À l'époque, nous ne l'avions pas écouté, nous étions passés à autre chose. Aujourd'hui, ce ne sera pas le premier rapport qui évoque ce besoin d'un budget de la zone euro mais le rendez-vous est là.

Monsieur Timmermans, vous devez dire au président Juncker que cette question d'un budget de la zone euro doit être au cœur du livre blanc de la Commission sur le futur de l'Union. J'entends ici et là des voix nous dire : « Parler de la zone euro au moment du Brexit, c'est un sujet de division. » Je crois tout au contraire que, au moment du Brexit, la donne change.

Pendant très longtemps, nous n'avons pas pu achever l'Union économique et monétaire parce que nous attendions les Britanniques. Maintenant, les Britanniques veulent nous quitter et c'est donc le moment de consolider cette zone euro, d'en faire le socle fort d'une Union européenne à vingt-sept, à laquelle j'aspire, une zone euro à laquelle puissent se joindre l'ensemble des pays de l'Union européenne, ceux qui n'en sont pas encore membre. Mais je ne veux pas qu'ils adhèrent à une zone euro incomplète.

On ne peut pas à la fois critiquer la politique monétaire de la Banque centrale en disant qu'elle outrepassse ses pouvoirs et laisser les gouvernements sans moyens d'intervenir. On ne peut pas déplorer le bas niveau d'investissement, y compris dans des pays qui ne sont pas de la « périphérie » et penser que le plan Juncker peut suffire.

La question de l'investissement n'est pas suffisamment traitée par Union économique et monétaire. Après beaucoup d'autres travaux, ce Parlement, pour la première fois, va se prononcer clairement pour un budget de la

zone euro, autour de trois fonctions majeures. D'abord, le retour de la convergence. A-t-on assez en tête cette réalité que, au sein de la zone euro, les divergences depuis le déclenchement de la crise ont été plus importantes qu'en dehors de la zone euro ? Ne serait-ce que parce que les mécanismes du pacte de stabilité ont miné les stabilisateurs automatiques dans les pays de la zone. Sait-on qu'on a mis en place un mécanisme intergouvernemental pour faire face aux chocs asymétriques, avec le Mécanisme européen de stabilité qui est aujourd'hui totalement sous-employé et représente potentiellement un budget de 5 % du PIB de la zone ? Sait-on que nous ne disposons d'aucun outil pour faire face à un choc asymétrique, une hausse brutale du prix du pétrole, une chute brutale du niveau d'investissement ?

Nous sommes le seul espace monétaire intégré qui ne dispose pas d'outils. J'entends ici ou là beaucoup dire : « mais il y a le pacte, et le pacte devrait être l'alpha et l'oméga de la gouvernance économique ». Mais soyons honnêtes entre nous. Cela fait 20 ans que le pacte de stabilité est là et cela fait 20 ans que nous voyons ses limites.

Ce que nous proposons avec ce budget de la zone euro, c'est simplement d'équiper les pays membres de la zone pour faire de leur monnaie ce qui leur a été promis au premier jour en permettant une convergence entre ces économies, en permettant de remettre en place des mécanismes d'ajustement aux chocs asymétriques. Nous ne le disons pas dans le rapport mais nous savons qu'il existe des travaux d'experts si la Commission veut s'en saisir, que ce soit à travers une indemnité chômage minimum ou ce que le FMI appelle un « *rainy day fund* » et sur un outil de pilotage de l'économie de la zone au-delà de la règle.

Voilà ce que, avec Reimer Böge, nous vous proposons. Le message principal pour nous, c'est que dans le livre blanc que Jean-Claude Juncker mettra sur la table avant le 60<sup>e</sup> anniversaire du traité de Rome, cette question de la zone euro ne soit pas passée au deuxième plan, au motif que cela serait un sujet de division d'une Europe à 27 car, tout au contraire, que c'est le socle le plus fort sur lequel on peut construire l'Europe de demain (...).

Quand les temps sont durs, quand le Brexit est là, quand certains veulent réveiller le Grexit, la question est de savoir quel est l'investissement de la Commission et du Parlement européen pour achever la zone euro, afin qu'elle soit ce socle solide que nous avons voulu depuis l'origine, car enfin complété par la création d'un budget de la zone euro – alors le livre



blanc sera utile. Mais si la Commission n'écoute que les États membres et établit une liste-catalogue pour faire plaisir à tout le monde, ne faire peur à personne, ne pas diviser au motif que certains seraient dans la zone euro ou pas, la base sur laquelle nous sommes assis sera minée.

Interventions en séance plénière, 14 février 2017

### **Zone euro : si on ne bouge pas rapidement, on va vers la catastrophe**

**Création d'un Fonds monétaire européen, d'un ministère des Finances, d'un budget propre... Pervenche Berès et Reimer Böge, auteurs d'un rapport transpartisan voté par le Parlement européen, détaillent leurs propositions pour réformer l'Union économique et monétaire.**

Emmanuel Macron veut réformer la zone euro après avoir relancé l'économie française. Angela Merkel est prête à le suivre dans une réforme des traités « si cela fait sens ». De sa première visite, lundi, à la chancellerie allemande, le président de la République ne rentre pas les mains vides. Même si l'Allemagne attend de voir si son nouveau partenaire va tenir ses promesses, c'est la première fois depuis longtemps qu'elle ne ferme pas la porte à un approfondissement de la zone euro. Il faut dire que celle-ci présente toujours d'inquiétantes fragilités qui ont certes été en partie comblées depuis 2010 – Mécanisme européen de stabilité (MES) doté de 700 milliards d'euros ou Union bancaire -, mais que plus personne ne nie. Le Parlement européen, dans un rapport transpartisan – c'est rare – voté en février par 304 voix (la majorité des libéraux, des verts, des socialistes et des conservateurs) contre 255 et 68 abstentions, estime qu'il faut aller plus loin et plus vite pour en faire le cœur de l'Union à vingt-sept : ministère des Finances de la zone euro regroupant les fonctions de commissaire européen chargé des Affaires économiques et monétaires et de président de l'Eurogroupe (enceinte où siègent les ministres des Finances), budget propre de la zone euro doté d'une capacité d'emprunt, transformation du MES en un Fonds monétaire européen (FME), etc. La socialiste française Pervenche Berès et le chrétien-démocrate allemand Reimer Böge, coauteurs de ce rapport symbolique, puisqu'il n'a pas de force obligatoire, répondent à deux voix aux questions de *Libération*.

### **Pour vous, la zone euro ne peut rester en l'état ?**

*Reimer Böge* : Nous vivons dans un village global, comme l'a montré la crise financière de 2007, et l'on doit avoir conscience qu'il y aura d'autres crises. Pour y faire face, nous n'avons pas d'autre choix que de renforcer l'UE et surtout la zone euro, son centre. Nous proposons donc de créer un ministère des Finances, de transformer le MES en un Fonds monétaire européen sur le modèle du Fonds monétaire international, et de fonder une capacité budgétaire pour aider les pays confrontés à une crise, surtout une crise exogène. Une capacité ouverte aux nations non membres de l'euro.

*Pervenche Berès* : On a toujours su que le point d'équilibre trouvé entre l'Allemagne et la France lors du traité de Maastricht ne permettrait pas de faire face à des crises. On s'est arrêté en chemin car nos conceptions de la gouvernance économique et budgétaire n'étaient pas les mêmes. Or si les pays de la zone ont su faire converger leurs économies pour se qualifier pour l'euro, depuis ils divergent en dépit du Pacte de stabilité. Comme on n'avait plus l'outil de la dévaluation monétaire, il aurait fallu inventer un mécanisme. Mais faute de courage, on a laissé les choses en l'état et on en a payé le prix avec la crise, qui a trouvé un terrain favorable car nous n'avons pas achevé la construction politique. On a remis les choses d'aplomb, mais cela reste fragile, faute d'avoir tranché ce débat entre l'union politique à l'allemande et le gouvernement économique à la française. Nous proposons donc de créer un outil d'intervention propre à la zone euro, utilisable dans le cadre d'une gouvernance normale. Pas seulement en temps de crise.

**Berlin a proposé, dès 2010, la création d'un FME doté de la capacité de restructurer les dettes publiques, ce dont Paris n'a pas voulu entendre parler.**

*R.B.* : Les Allemands ont un problème avec le partage du risque, les Français avec le partage de souveraineté...

*P.B.* : Sur le partage de souveraineté, chacun voit la poutre dans l'œil de l'autre. Parce que sur l'Union bancaire, ce sont les Allemands qui ont été réticents et pas les Français.

*R.B.* : Chacun a son public politique, d'où les divergences. Mais on peut se retrouver sur la nécessité de renforcer la zone euro, sans l'isoler du reste de l'Union. C'est pour cela qu'il faut mener une réflexion globale sur l'avenir de l'Europe.

*P.B.* : La priorité, c'est le « cœur nucléaire », l'euro, sinon l'ensemble de l'UE se défera. C'est moins populaire : on est sur le monétaire et l'économie, pas sur les valeurs. En 2010, lorsque Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances allemand, avance son idée d'un FME, c'est pour écarter toute intervention du politique. Cet organe indépendant avait vocation à imposer seul un programme d'austérité et une restructuration de la dette du pays aidé. Inacceptable pour la France. De plus, à cette époque, alors que les banques allemandes et françaises sont très exposées à la dette grecque, Paris recommande à ses banques de ne pas vendre cette dette, alors que Berlin laisse les siennes se débarrasser de leurs créances. La France restera réticente à un FME si ce n'est qu'un instrument indépendant, sans mécanisme de solidarité, autrement dit un simple développement du MES dans ses aspects les plus punitifs. C'est pourquoi nous mettons le FME au service d'un stabilisateur automatique : le budget de la zone euro.

*R.B.* : C'est un point très important. Aujourd'hui, si un pays traverse une crise et a besoin de soutien, il y a quatre, cinq réunions des ministres des Finances et des chefs d'Etat et de gouvernement qui donnent lieu à des batailles motivées par des considérations de politique intérieure. Il faut pouvoir agir de manière plus indépendante et automatique.

#### **A quoi servira cette capacité budgétaire de la zone euro ?**

*P.B.* : Reimer voulait que l'on propose un mécanisme pour les jours de pluie, un fonds auquel on a recours en cas de problème, alors que je souhaitais instaurer une indemnité chômage minimum. On s'est bloqués : les deux ne sont pas exclusifs, mais Reimer ne voulait pas mentionner ma proposition. Notre point d'équilibre, c'est donc le FME, qui intervient en cas de crise. Mais il est accompagné d'un Trésor européen qui a une vue générale de la situation et dispose de fonds pour intervenir préventivement. Le FME, c'est le pompier ; le Trésor, le bon père de famille. La fonction FME intervient en cas de choc asymétrique tandis que l'aspect Trésor le fait en cas de choc symétrique, touchant tout le monde.

*R.B.* : La capacité budgétaire n'a pas vocation à faire concurrence aux fonds régionaux actuels. Notre approche est prudente : elle commencera à fonctionner avec un certain montant qui pourra évoluer et elle sera alimentée par des cotisations des Etats à définir. Il s'agit de regagner de la confiance. Envoyons le signal que nous sommes prêts à stabiliser la zone euro, à soutenir les pays en crise. Si on ne bouge pas rapidement, on va vers la catastrophe.

*P.B.* : Il est difficile de critiquer la politique monétaire, de dire que la Banque centrale européenne va au-delà de son mandat, comme on l'entend en Allemagne, et de ne rien faire. Il faut que les gouvernements prennent leurs responsabilités. Il est bizarre de vouloir absolument le FMI à bord et de ne pas l'écouter : or il milite pour que la zone euro ait une capacité budgétaire.

#### **Tous les pays de la zone euro pourraient bénéficier de cette capacité budgétaire ?**

*P.B.* : Non, l'accès à cette capacité serait conditionné au respect d'un « code de convergence ».

*R.B.* : En ce moment, il est facile pour un pays sous programme, c'est-à-dire qui a demandé une aide financière, d'incriminer Bruxelles ou le FMI. Il faut sortir de cette logique d'irresponsabilité. Nous proposons donc la création de ce code de convergence, qui serait adopté par le Parlement européen pour une durée de cinq ans sur la base des recommandations par pays de la Commission. Il comprendrait des critères de convergence relatifs à la fiscalité, au marché du travail, aux investissements, à la productivité, à la cohésion sociale, à la bonne gouvernance, etc. Ensuite, chaque gouvernement décidera de la meilleure voie pour atteindre les objectifs.

*P.B.* : Le code de convergence est en fait une alternative au Pacte de stabilité. La convergence a fonctionné lorsque les pays cherchaient à entrer dans la zone euro : chacun a défini sa propre stratégie en fonction d'un objectif qu'il s'est fixé en s'appuyant sur un consensus national. Or le Pacte de stabilité, c'est un gendarme qui dit ce qu'il faut faire sous la menace de sanctions et ça n'a pas fonctionné. Car on ne sanctionne pas un souverain. Il faut donc retrouver cette pédagogie des critères de convergence : on sortirait de la logique du bâton pour celle de la carotte, le budget de la zone euro.

#### **Quel montant atteindrait cette capacité ?**

*R.B.* : On commencerait avec une somme raisonnable qui pourra augmenter par la suite, une fois la confiance installée. Il faut simplement habituer les gens à un nouveau système de solidarité.

*P.B.* : Le MES actuel sera dans la capacité budgétaire, comme le demande



Jean-Claude Juncker, le président de la Commission. Les 700 milliards d'euros qu'il peut emprunter représentent 5 % du PIB de la zone euro. C'est de l'argent qui n'est presque pas utilisé aujourd'hui.

### **Etes-vous favorables aux emprunts européens pour alimenter la capacité budgétaire ?**

*P.B.* : Le groupe socialiste voulait qu'on les mentionne explicitement. La formulation finale est plus alambiquée, mais la capacité d'emprunt propre à alimenter la capacité budgétaire pour qu'elle puisse faire face à des chocs symétriques figure dans le texte.

### **Au fond, vous proposez une Europe puissance, celle de l'euro, et une Europe espace, celle du marché unique...**

*R.B.* : Helmut Kohl, l'ancien chancelier allemand, a affirmé que pour faire de l'Union monétaire un succès, il fallait la couronner par une union politique. C'est d'autant plus urgent que, comme l'a dit Heinrich Winkler, un professeur d'histoire allemand, « nous sommes confrontés en Occident à un conflit de cultures : une culture issue des révolutions européennes et américaine et une culture incarnée par Donald Trump », c'est-à-dire un conflit entre libéralisme et illibéralisme... A partir de là, si certains pays ont un problème, ils ne devraient pas être autorisés à freiner les avancées dont nous avons besoin. Dans ce sens, nous devons avoir différentes vitesses. Nous ne devons jamais laisser le cœur central être menacé par ceux qui n'en font pas partie.

*P.B.* : On n'a pas dit aux pays de l'Est qui ont rejoint l'UE en 2004 qu'ils entraient dans un ensemble qui était davantage qu'un marché unique. Comme ils venaient de recouvrer leur souveraineté, on aurait dû faire beaucoup de pédagogie. On se retrouve devant un problème : ainsi, seuls 23 % des députés de l'Est hors zone euro ont voté pour notre rapport, alors que tout ce qui fragilise la zone euro menace l'ensemble. Là, ils vont devoir choisir.

*R.B.* : Les pays d'Europe de l'Est ont le sentiment d'être devenus des citoyens de seconde classe, ce qu'ils ne sont pas. S'ils veulent rejoindre la zone euro, ils sont les bienvenus. De plus, le budget européen fournit la preuve de la grande solidarité qui existe entre nous, ces Etats recevant chaque année jusqu'à 4 % de leur PIB. Ils doivent comprendre que la stabilisation de la zone euro est aussi dans leur intérêt.

*P.B.* : Lors des sommets qui ont suivi le Brexit, les chefs d'Etat et de gouvernement n'ont pas osé parler de la zone euro : c'est devenu un sujet qui divise. Or je ne vois pas comment l'éviter pour relancer l'Union européenne.

*R.B.* : Il n'y a plus de temps à perdre. Ce rapport montre que le Parlement a à cœur de stabiliser le système. Sinon, il s'effondrera. Et ce n'est pas une alternative viable.

### **L'élection de Macron semble relancer la dynamique franco-allemande.**

*P.B.* : Il ne faut pas la laisser passer. C'est à lui de convaincre la chancelière qu'il ne demande pas un passe-droit pour la France et qu'elle y a aussi intérêt. Le risque, ce serait d'accepter comme une première étape ce que souhaite le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble : la mise sous contrôle de la discipline budgétaire par un organe « indépendant » sous couvert de mouvement. L'essentiel, c'est de tenir les deux bouts de la chaîne, responsabilité et solidarité, investissement et réformes ; Macron doit obtenir cette approche globale.

Interview croisée avec Reimer Böge (Député européen allemand du PPE)  
par Jean Quatremer, *Libération*, 17 mai 2017

## **EUROGROUPE**

### ***Dijsselbloem must be replaced as president of the Eurogroup by a socialist, say S&D***

*The Socialists and Democrats in European Parliament want a social-democrat finance minister to replace Jeroen Dijsselbloem as president of the Eurogroup.*

*S&D Group vice-president Udo Bullmann and S&D Group spokesperson for economic and monetary affairs Pervenche Berès today stated:*

*“The successor to Jeroen Dijsselbloem, the president of the Eurogroup until end of January who previously served as Dutch finance minister for four years, will be elected by the Eurogroup on the 4 December. We believe that the top job at the Eurozone finance ministers' meetings must remain in the socialist and democrat family. It is dangerous that all the*

*EU institutions' top jobs – the European Commission, the European Council and the European Parliament – are allocated to the conservative European People's Party (EPP) family. This does not reflect the political balance across Europe, which is essential if we want to be successful in the next steps on completing the EMU in the coming years.”*

*“This is why the Eurogroup needs to support the candidate that the socialist family designates. (...)”*

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 27 novembre 2017

### **Nos félicitations au Ronaldo de l'Ecofin !**

La délégation socialiste française au Parlement européen adresse ses plus sincères félicitations à Mario Centeno pour sa nomination à la tête de l'Eurogroupe. Dans une Europe à droite, c'est un rayon de soleil pour mettre fin comme nous le souhaitons aux politiques austéritaires.

Candidat de la famille socialiste européenne, l'élection à la tête de l'Eurogroupe du ministre socialiste qui sous l'autorité d'Antonio Costa aura démontré que l'on peut sortir d'un programme de la troïka sans se renier est une bonne nouvelle. Elle va légitimement accroître la fierté de nos amis portugais dont l'opinion publique avait placé la sortie de la procédure de déficit excessif au même rang que la victoire à l'Eurovision et le titre de champions d'Europe.

Sa compétence, son expérience et son objectif de parvenir à une zone euro plus intégrée font qu'il était le candidat parfait. Le Ronaldo de l'Ecofin aura fort à faire dès maintenant, car pour que l'Euro – et avec l'Union européenne – réussisse, les chantiers sont nombreux. Selon les informations qui circulent sous le manteau, les propositions de la Commission européenne pour l'avenir de la zone Euro sont plus dures que celles des conservateurs allemands. C'est dire qu'elles sont dangereuses, même si d'ici mercredi elles peuvent encore changer !

Les membres de la délégation socialiste française seront là pour soutenir Mario Centeno et bâtir une zone euro plus solidaire et plus démocratique. Cela passe par une implication réelle du Parlement européen et par un budget de la zone euro capable de mener des politiques contra cycliques, sans

être conditionné à des réformes structurelles ultra-libérales. L'expérience montre que la règle d'or – et avec une gouvernance économique qui serait basée sur le respect de quelques chiffres – ne marche pas.

Donnons à l'Europe les moyens de réussir, la nomination de Mario Centeno peut y contribuer, visons la convergence par le haut : les Européens ont besoin de bonnes raisons pour aimer l'Europe !

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 4 décembre 2017

### **EXAMEN ANNUEL DE CROISSANCE**

#### **L'Europe doit adapter sa stratégie la croissance au nouveau contexte mondial**

Ce contexte est marqué, d'abord, par la victoire de Donald Trump aux États-Unis, qui fait peser de lourdes incertitudes sur l'économie européenne à travers l'enjeu des relations transatlantiques, et laisse craindre la menace d'une baisse d'activité en Europe liée à un retour du protectionnisme aux États-Unis, un risque de guerre des devises, qui pourrait se matérialiser, ou une remontée excessive des taux d'intérêt. L'examen intervient aussi dans un contexte où l'Union européenne doit s'engager à négocier avec l'un de ses membres, le Royaume-Uni, une sortie avec des conséquences possibles pour sa propre économie dont personne ne mesure encore totalement l'ampleur. Il se déroule aussi dans un contexte où beaucoup de nos États membres sont confrontés à une montée du populisme face à laquelle nous devons, nous qui sommes convaincus qu'une solution doit venir de l'Europe, adapter notre stratégie de croissance à cette réalité.

Pour cela, nous avons besoin d'une réponse qui soit claire, forte et articulée autour d'une vraie stratégie d'investissement, afin d'éviter une stagnation séculaire et permettre le développement d'une nouvelle économie sobre en ressources, respectueuse des êtres comme de l'environnement; bref, permettre à l'Union européenne de réussir sa transition écologique.

À cet égard, il est nécessaire, d'abord, de renforcer les infrastructures durables, y compris dans leur volet social. Ensuite, il faut s'attacher au verdissement de l'union des marchés des capitaux – vous n'en parlez quasiment jamais. Il faut prendre le pli, sinon nous n'avancerons pas. Il

faut lancer une véritable réflexion sur la mise en place d'une taxe carbone qui nous permettra d'atteindre nos objectifs, tels que nous les avons définis à la COP21.

Enfin, il faut que la Commission poursuive le travail qu'elle a engagé autour de la définition d'une position budgétaire agrégée qui permette à chacun d'être gagnant dans une stratégie économique commune.

Intervention en séance plénière, 14 février 2017

## FONDS MONÉTAIRE EUROPÉEN

### Pour un fonds monétaire européen efficace

Dans le débat sur l'Union économique et monétaire (UEM), l'idée de transformer le mécanisme européen de stabilité (MES) en un Fonds monétaire européen (FME) progresse. Mme Merkel et M. Schäuble ont plaidé en ce sens, la question a été discutée à l'Eurogroupe, et M. Juncker a annoncé que la Commission ferait une proposition le 6 décembre.

Le groupe socialiste et démocrate (S&D) au Parlement européen a longtemps milité pour la création d'une capacité budgétaire et d'emprunt pour la zone euro. Pour nous, cette capacité doit s'inscrire dans le budget de l'Union, être gérée par un ministre européen des finances membre de la Commission européenne et soumise au contrôle du Parlement européen et du Conseil. Les propositions actuelles sont très en deçà de cette ambition. Le groupe S&D est prêt à contribuer à cette transformation, mais des conditions devront être remplies pour qu'il puisse la soutenir.

A cet égard, il faut distinguer deux missions du MES. La première est la gestion des crises et l'assistance financière aux Etats membres soumis à de fortes tensions, afin de préserver la stabilité et l'intégrité de l'euro. La seconde porte sur la stabilisation macroéconomique pour absorber les chocs asymétriques et créer une capacité contracyclique.

Pour la première, la transformation du MES devrait être soutenue si les conditions suivantes sont remplies :

1. Le MES doit être intégré dans les traités de l'Union.

2. Les compétences de la Commission en matière de coordination des politiques économiques et de surveillance multilatérale doivent être pleinement respectées. La mise en place d'une prérogative spécifique du MES dans ce domaine doit être écartée.
3. Aucun mécanisme de restructuration automatique de la dette comme condition préalable à l'octroi d'un soutien du MES ne doit être établi.
4. La Commission doit être renforcée par la nomination du commissaire chargé des affaires économiques et financières comme président de l'Eurogroupe et du conseil des gouverneurs du MES, conformément à l'actuel traité sur le MES.
5. Des dispositions permettant une surveillance par le Parlement européen doivent être négociées, y compris un pouvoir de nomination sur la gouvernance du MES.
6. Une partie du MES doit servir de filet de sécurité final de l'Union bancaire.

La fonction de stabilisation macroéconomique est essentielle à la gouvernance économique de la zone euro. Elle doit être établie dans une section spécifique du budget de l'UE et gérée par la Commission sous le contrôle du Parlement européen et du Conseil. Elle doit être partie intégrante d'une nouvelle boîte à outils pour le rétablissement de la convergence vers le haut et d'une stratégie d'investissement public, deux éléments indispensables pour remédier aux défauts économiques fondamentaux de la zone euro. Ces outils doivent être articulés avec une orientation budgétaire agrégée afin de relever les défis des effets de contagion, des divergences et des déséquilibres macroéconomiques entre Etats membres.

Même si un budget de l'UEM devrait être financé en régime de croisière par des ressources propres spécifiques et des recettes affectées, sa mise en place pourrait bénéficier des moyens et de la capacité d'emprunt du MES. Dans ce cas, son rôle devrait être limité à donner un filet de sécurité financier au nouveau fonds de stabilisation, qui reste à inscrire dans le budget de l'UE.

Tribune co-signée avec Udo Bullmann, vice-président du groupe S&D et Roberto Gualtieri, président de la Commission économique et monétaire,  
*Le Monde et Il Sole 24 ore*, 4 novembre 2017

## PACTE BUDGÉTAIRE

### Le transformer pour le mettre au service de la cohésion sociale et de l'emploi

Le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance ou pacte budgétaire), signé et entré en vigueur en 2012, prévoit en son article 16, cinq ans après, son intégration dans le droit communautaire. Peut-être est-ce le moyen de transformer le TSCG, objet juridique mal identifié, en un instrument qui soit plus conforme à ce qu'il aurait dû être depuis le départ, et non pas un traité intergouvernemental accaparant des institutions de l'Union.

Pour autant, dès le début, notre groupe a été très clair, et nous avons bataillé pour que, a minima, les objectifs poursuivis par ce traité soient conformes à ceux qu'il nous semble indispensable de poursuivre, à savoir une croissance durable de l'emploi, la compétitivité et la cohésion sociale. Nous avons aussi été critiques sur la conditionnalité de l'accès au mécanisme européen de stabilité qu'il instituait, sur l'incorporation nécessaire dans l'ordre juridique des États membres de la règle d'or ou sur le durcissement excessif de la surveillance budgétaire.

Nous avons dit qu'il fallait que ce traité soit complété par des politiques économiques favorables à la croissance durable ou à la création d'emplois. Nous en venons aux conditions de son intégration dans le droit communautaire. Depuis longtemps, ce Parlement européen, résolution après résolution, demande que cette intégration soit précédée d'une évaluation rigoureuse de l'expérience acquise au terme de sa mise en œuvre. De ce point de vue, je ne peux que citer le président Juncker lui-même qui, dans son discours sur l'état de l'Union, a dit très clairement que l'application intelligente des règles avait permis d'améliorer la situation de l'Union sans casser la croissance.

C'est dans cet esprit que nous vous demandons de réviser et d'évaluer ce pacte pour le rendre conforme à l'objectif que nous avons toujours poursuivi. Il y a beaucoup à faire car, dans le calcul des déficits structurels, dans l'évaluation de la trajectoire d'ajustement des économies, lorsqu'elles rentrent dans le « bras » préventif du pacte, nous voyons bien que le traité, tel qu'il a été dessiné il y a cinq ans, n'est pas adapté.

Par conséquent, nous soutiendrons une intégration, mais après une

évaluation rigoureuse dans le cadre d'un débat démocratique ouvert que nous sommes prêts à mener.

Intervention en séance plénière, 4 octobre 2017

## RÉFORME

### L'Europe ne peut se permettre de toujours remettre au lendemain la réforme de la zone euro : elle doit s'en donner tous les moyens

Les eurodéputés du groupe S&D ont accueilli favorablement les propositions de la Commission européenne visant à réformer la zone euro et exhorté les États membres de l'UE à prendre sans délai des mesures (...).

Porte-parole du groupe S & D pour les affaires économiques et monétaires, Pervenche Berès a ajouté :

« Nous nous félicitons que la Commission européenne soutienne l'appel du Parlement européen en faveur d'un budget pour la zone euro. C'est l'une des principales réformes dont nous avons besoin pour stabiliser la zone euro à long terme. Toutefois, c'est maintenant que la zone euro doit être consolidée : sa réforme ne peut être reportée à l'après 2019 (...). »

Les principales priorités du groupe S&D sur la réforme de l'UEM comprennent :

- Un nouveau cadre politique, avec un ensemble révisé de règles régissant les déséquilibres macroéconomiques et macroéconomiques et la surveillance budgétaire pour relever les multiples défis : emplois de qualité, cohésion économique et sociale, fiscalité efficace et équitable et solidité budgétaire, ainsi que durabilité environnementale.
- Un code de convergence, adopté selon la procédure législative ordinaire pour une période de cinq ans afin d'amener la zone euro vers une convergence économique, sociale et environnementale plus poussée et pour assurer une Europe plus durable et plus cohérente.
- Un nouveau programme de réformes orientées vers l'avenir, dans lequel les dimensions économiques, environnementales et sociales du développement durable sont traitées de manière globale et sur un pied d'égalité.
- Une stratégie d'investissement durable globale et ambitieuse

combinant des instruments et des ressources existants et en proposant de nouveaux.

- Une capacité budgétaire qui soutienne la convergence et permette de contrer les chocs économiques asymétriques et symétriques.
- L'achèvement de l'Union bancaire, y compris à travers le soutien à un assainissement rapide du bilan des banques pour améliorer les perspectives de croissance, un système européen d'assurance-dépôts crédible et un filet de sécurité budgétaire commun pour le Fonds de résolution unique.
- Un renforcement de l'appropriation démocratique, de la légitimité, de la responsabilité et du contrôle, sur la base de la méthode communautaire, avec un rôle significativement renforcé pour le Parlement européen au niveau européen et des parlements nationaux au niveau des États membres.
- Un processus amélioré du semestre européen, y compris la formalisation de la position budgétaire globale de la zone euro en tant qu'outil-clé pour la formulation et la mise en œuvre des politiques au sein de l'UEM.
- Une assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés afin de s'assurer que les bénéfices sont imposés là où la valeur économique se crée et la mise en place un système d'imposition des sociétés plus équitable en Europe.

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 31 mai 2017

### **Pour la zone euro, un budget et plus de démocratie**

La Commission vient d'établir un diagnostic ; c'est une piste de réflexion utile pour défendre ce bien commun qu'est l'euro. Pour des raisons tant politiques qu'économiques, nous devons le préserver.

Il éclaire sur ses faiblesses : c'est utile pour remettre en lumière la nécessité de compléter l'Union économique et monétaire, comme cela a déjà été fait dans le rapport des quatre présidents, dans le rapport des cinq présidents et dans de nombreuses résolutions de ce Parlement, dont la dernière sur un budget pour la zone euro.

Cette analyse peut être complétée, car il faut aussi relever les défauts de conception de l'Union économique et monétaire dans son état actuel et dans son évolution, qui conduisent à l'existence de règles trop complexes,

trop opaques, parfois totalement inadaptées et qui induisent un biais contraire à l'investissement nécessaire au fonctionnement de la zone euro elle-même.

Dans ce diagnostic, un sentiment d'urgence fait relativement défaut, car nous sommes dans un moment où l'intérêt stratégique de la zone euro a besoin d'être réaffirmé, y compris dans le contexte du Brexit.

Sur les solutions proposées, beaucoup vont dans le sens de ce que nous soutenons et de ce pour quoi nous nous mobilisons, à commencer, par un arrangement qui permette un fonctionnement plus démocratique de la zone euro elle-même.

Parmi les quatre principes directeurs proposés, je suggère d'ajouter celui d'une contribution au développement durable et à la mise en œuvre des objectifs de la conférence de Paris.

Des mécanismes de stabilisation macroéconomique sont aussi proposés ; c'est un élément indispensable. Nous proposons également d'aller vers un code de convergence qui permette d'échapper à une logique trop punitive et qui favorise un système d'incitation grâce à un budget propre de la zone euro, dont le mécanisme européen de stabilité devrait être l'embryon.

Intervention en séance plénière, 13 juin 2017

### **Un budget de la zone euro peut recouvrir de nombreuses formes. Quelle idée vous en faites-vous ?**

Je souhaite un budget de la zone euro pour ses effets contracycliques et pour qu'il remplisse les trois fonctions que j'ai identifiées dans le rapport écrit avec M. Böge, sur la capacité budgétaire de la zone euro : aider à la convergence entre les États membres, faire face à un choc asymétrique, et à un choc symétrique.

Aussi, dans le débat qui est ouvert aujourd'hui, ce qui m'inquiète, c'est l'émergence d'un budget européen sans fonction contracyclique et qui aurait pour fonction première, comme M. Junker l'a dit, l'assistance aux réformes structurelles qui visent à améliorer la compétitivité d'un pays. Je ne suis pas opposée par principe aux réformes structurelles, mais de quelles réformes structurelles M. Junker parle-t-il ? Des réformes punitives ? Incitatives ?



**La transformation du MES en FME peut, elle aussi, recouvrir différentes motivations...**

Ils'agit là d'un second point d'attention. En effet, le souhait des conservateurs allemands de transformer le MES en FME correspond à une volonté de retirer à la Commission le soin de surveiller les budgets des États membres et de confier cette tâche au FME (organisme indépendant) qui agira de façon plus technique, plus systématique et avec moins de souplesse.

**Partagez-vous l'approche de Junker qui insiste sur le fait que l'euro a pour vocation de devenir la monnaie unique de toute l'Union européenne (UE) ou préférez-vous la vision d'Emmanuel Macron, qui appelle de ses vœux une zone euro plus intégrée, un « cœur d'Europe qui en soit l'avant-garde » ?**

Le discours de Jean-Claude Junker sur l'État de l'Union donne quasiment l'impression qu'il faut attendre que tous les États membres de l'UE adoptent l'euro pour faire la réforme. Je ne partage pas cette approche et elle choque bien des membres de la CDU. Aider à la pré-adhésion avec un budget de la zone euro, c'est bien – même si les fonds structurels sont déjà là pour ça – s'il y a en échange un engagement clair d'adopter l'euro ; mais il ne faut pas attendre que l'euro soit à 27 pour réformer la zone. La vision de Macron est plus pertinente. La zone euro a toujours été un projet d'avant-garde mené par quelques États membres et Macron estime qu'il faut maintenir cette dynamique comme moyen de maintenir l'attractivité de l'euro ; je partage cette vision.

En revanche, pour la CDU, le prérequis pour aller plus loin, c'est l'application des règles existantes : les budgets des États membres doivent respecter les traités, d'où leur enthousiasme pour le FME.

**Comment interprétez-vous le fait qu'Emmanuel Macron, dans son discours prononcé à la Sorbonne, ait noyé ses projets pour la zone euro dans un discours fleuve englobant de très nombreux sujets ?**

Emmanuel Macron a bien compris que pour obtenir quelque chose de l'Allemagne, il doit lancer une discussion très vaste impliquant des sujets très différents comme celui des migrants ou de la défense. C'est pourquoi son discours à la Sorbonne était très large. L'objectif est d'organiser une négociation globale avec Angela Merkel sur l'Union européenne après le Brexit.

**L'achèvement de l'Union bancaire pourrait-il se substituer à l'achèvement de l'Union économique et monétaire (UEM) ?**

Dans le rapport Böge-Berès, nous affirmons que, parallèlement à l'achèvement de l'UEM, l'achèvement de l'Union bancaire est absolument critique. Certains économistes estiment que, si l'on complète totalement l'Union bancaire et l'Union des marchés de capitaux (UMC), il y aura une reprise de l'investissement privé qui évitera de se poser la question d'un budget de la zone euro. Je ne partage pas cette vision ultra-libérale. La prise de risque par les investissements privés n'est pas la même que la prise de risque par le public qui, lui, peut mener des politiques contracycliques. De fait, le sujet de l'achèvement de l'UEM et celui de l'achèvement de l'Union bancaire sont en train de se rejoindre très directement, puisque la transformation du MES en FME se prépare : c'est le moment d'acter qu'une partie de la capacité du FME servira au financement du *fiscal backstop* (filet de sécurité) du pilier « Résolution » de l'Union bancaire. C'est ce que propose la Commission dans sa nouvelle communication sur l'Union bancaire.

*Interview, Revue Banque N°813, 26 octobre 2017*

**Pittella : We were expecting a more ambitious EMU reform. We will fight to scrap the fiscal compact**

*The Socialists and Democrats in the European Parliament are not satisfied by the reform of the Economic and Monetary Union (EMU) proposed today by the European Commission.*

*S&D Group leader Gianni Pittella stated:*

*“The package has some positive elements, such as a new minister for the eurozone and the transformation of the European Stability Mechanism into the EU framework. However, the package does not live up to our expectations of change, overall.”*

*“In particular, we are deeply concerned with the proposal to incorporate the fiscal compact into EU law. Thanks to our discussions, we avoided the incorporation of the Fiscal Compact in the Treaties and we preserved the flexibility granted by the Commission in the last years. However, the fiscal compact logic should be completely*



*scrapped to turn the page on blind austerity.”*

*“This also poses a democratic issue, since the European Parliament will be regretfully marginalized in the legislative procedure.”*

*“We reject any attempt by the hawks of austerity to dictate Europe’s agenda. Any reform of the EMU should focus on investments, growth oriented policies and solidarity (...).”*

ééé

*S&D Group vice-president responsible for economic and monetary affairs, Udo Bullmann added:*

*“The Commission’s plans regarding the European Monetary Fund (EMF) are indeed a strong point in an otherwise weak package. We expect the Commission not to budge in the view of potential resistance to today’s proposals.”*

*“Transforming the European Stability Mechanism into a fully-fledged European Monetary Fund under Union law is key for the S&D Group. Nobody wants to see the eurozone slip back into crisis. But when it happens, we need to have the instruments to act more quickly and much more transparently than in the recent eurozone crisis.”*

*“The model for the establishment of the EMF proposed by the Commission today is going into the right direction. We welcome the proposal to set up the EMF as a Union institution operating under the community method by means of a legislative procedure with the EP approval. We also back the Commission’s proposals as regards the distribution of tasks and responsibilities. We agree that the Commission should continue to monitor fiscal policy and the financial assistance programmes in which the future EMF is to be involved.”*

*S&D Group spokeswoman for economic and monetary affairs Pervenche Berès stressed:*

*“We welcome the recognition by the Commission of an indispensable stabilisation function, but we don’t understand why this has not conducted to the needed binding instrument. We also regret that the Commission has not made any concrete and operational proposals to set up a dedicated budget for the eurozone despite the call from the*

*European Parliament earlier this year.”*

*“There are no concrete proposals to tackle and reduce the economic and social imbalances between the members of the eurozone. Structural reforms are not enough.”*

*“A budgetary capacity for the eurozone is deeply needed to stabilise the euro area in the long term. It is an instrument for solidarity that is highly necessary to help the economies in the eurozone absorb macroeconomic shocks and converge again.”*

*“It will provide incentives for growth-friendly structural reforms. By failing to act, the EU will not learn the lessons from the 2008 financial and economic crisis.”*

Communiqué de presse du Groupe socialiste et démocrate, 6 décembre 2017

## **La vigilance s’impose**

Comme prévu, la Commission européenne a présenté hier ses propositions pour l’avenir de la zone Euro. Le paquet n’est pas que Père Fouettard, il est aussi un peu Saint Nicolas.

Commençons par les bonnes nouvelles : nous avons un paquet sur la table, capable de contribuer au débat qui s’ouvre sur la base d’une proposition de la Commission.

La délégation socialiste française s’est toujours opposée aux logiques punitives : pour consolider la zone Euro, il faut que les réformes soient partagées par tous, démocratiquement. On ne peut pas faire l’Euro contre les peuples. Le TSCG va être intégré dans le droit de l’Union européenne, point sur lequel nous sommes très vigilants : d’abord, nous nous félicitons que la flexibilité y figure ; puis, paradoxalement, le passage à l’unanimité pour l’intégration est une bonne nouvelle, car de facto il annihile les visées les plus coercitives. Au revoir Schäuble !

Autre bonne nouvelle : la voie communautaire, donc démocratique, est privilégiée ; qu’il s’agisse de la création, que nous appelions de nos vœux, d’un ministre européen de l’économie et des finances responsable devant le Parlement européen, ou encore du futur Fonds Monétaire Européen (FME)

qui fait passer le Mécanisme européen de stabilité (MES) du statut d'une institution intergouvernementale à celui d'organe communautaire. Nous saluons la Commission européenne sur ce point et l'invitons à résister au Conseil. Ce FME ne sera pas utile si le Conseil reprend la main. La Commission européenne doit veiller à ce que les parlementaires européens disposent de droits solides, en respectant la feuille de route ambitieuse pour la zone Euro adoptée par le Parlement européen au mois de février 2017 (rapport Berès-Böge).

En revanche, sur la question budgétaire, le flou et la vacuité des propositions de la Commission inquiètent. Aucun montant ni de réelle capacité budgétaire ne sont mis sur la table, et on voit revenir l'idée des contrats. Pire, la menace austéritaire est toujours présente, avec le retour programmé de la conditionnalité macro-économique. Il semble qu'en lieu et place de nouveaux moyens, ce soit de nouveaux redéploiements budgétaires qui s'annoncent, c'est-à-dire de nouvelles coupes.

Dans la suite des débats, nous plaiderons sans relâche pour assurer une véritable convergence entre les pays de l'Union partageant la même monnaie en mettant fin à l'austérité. L'urgence, c'est bien la convergence par le haut des économies de la zone euro. Convergence sociale, d'abord, notamment en matière de salaire minimum. Convergence fiscale aussi, à travers, entre autres, l'impôt sur les sociétés.

Il y a urgence à donner à l'Union européenne des moyens d'agir car les divergences entre les économies de la zone euro persistent. Par ailleurs, de multiples crises et défis – lutte contre le terrorisme, mondialisation, accueil digne des réfugiés, changement climatique et chômage – déstabilisent nos sociétés. Dans ce contexte international et européen si critique, l'eurozone et ses dirigeants doivent se dépasser, sinon ce que nous avons mis si longtemps à construire ensemble disparaîtra.

Alors que tout le monde reconnaît aujourd'hui que la zone Euro doit absolument disposer d'un outil de stabilisation, nous regrettons que la Commission ne fasse toujours pas de proposition concrète dans ce domaine. C'est pourquoi nous voulons aussi des politiques budgétaires et économiques intégrées, à travers un véritable budget pour la zone euro, une capacité d'endettement, afin de pouvoir atténuer les chocs économiques symétriques – qui concernent toute la zone euro – ou asymétriques, qui ne concernent qu'un ou plusieurs pays, mais ont des répercussions sur les autres.

Le contexte économique est favorable : il est plus que temps de tourner la page de l'austérité et de réparer le toit.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française, 7 décembre 2017



